

CONSEIL NATIONAL

Commission de gestion  
Section Chancellerie fédérale/  
Département des affaires étrangères

Procès - verbal

de la séance du 9 avril 1984, 10.30 heures à Berne,  
Palais fédéral, salle du Président du Conseil national

---

Président: M. Robbiani, conseiller national

Participants: MM. Houmard, Jung, Rutishauser,  
conseillers nationaux

MM. Aubert, conseiller fédéral  
Brunner, secrétaire d'Etat  
Glesti, ambassadeur  
Erard, secrétaire  
Wilhelm, vice-directeur DDA

M. Mastronardi, secrétaire des  
Commissions de gestion

Procès-verbal: Mme Probst (a), Mme Bütikofer (f)

---

Ordre du jour

Rapport de gestion 1983  
du Département des affaires étrangères

---



## Rapport de gestion 1983 du Département des affaires étrangères

---

### Première partie

#### A. Situation internationale

Le président relève la bonne synthèse sur la situation internationale.

#### B. Bons offices

Le président demande à connaître le nombre exact des mandats attribués à la Suisse (mandats diplomatiques et consulaires).

M. Houmard tient à faire une comparaison entre les mandats accordés à la Suisse en matière de bons offices et les mandats attribués aux pays membres de l'ONU.

M. Aubert, conseiller fédéral précise que les mandats sont en général bilatéraux; on demande à la Suisse de représenter les intérêts d'un pays dans un autre pays. Là où les mandats sont unilatéraux, il y a toujours une autre puissance protectrice avec laquelle nous sommes en pourparlers. Il faut pourtant souligner que ce n'est parce que nous ne sommes pas membres de l'ONU que ces mandats nous ont été attribués mais grâce à la grande expérience de la Suisse dans ce domaine.

B La section recevra une liste détaillée des mandats en cours pour la Suisse et des mandats accordés aux pays membres de l'ONU

#### C. Adhésion de la Suisse à l'ONU

Le président tient à connaître les objectifs et les modalités de la campagne d'information prévue pour l'adhésion de la Suisse à l'ONU.

M. Aubert, conseiller fédéral: Notre secrétariat reçoit beaucoup de demandes de documentation. Si le Conseil des Etats devait confirmer la décision du Conseil national et que la question de l'adhésion de la Suisse à l'ONU revenait au Conseil fédéral, il y aurait alors lieu d'intensifier la campagne d'information. Pour l'instant, l'information reste élitaires, il serait utile d'entreprendre une information de masses.

#### D. Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe

Pas d'observation.

## E. Droits de l'homme

Le président: Après avoir sensiblement amélioré la politique d'information du département, c'est la tâche du DFAE d'améliorer aussi l'information tant du Parlement que de l'opinion publique sur l'engagement de la Suisse et sur l'importance des actions de notre pays en faveur du respect des droits de l'homme.

M. Aubert, conseiller fédéral: En 1982, nous avons présenté aux Chambres un rapport sur la politique de la Suisse en faveur des droits de l'homme. Nous continuons à diffuser ce rapport et nous en préparons d'autres.

Le président: "L'engagement en faveur du respect des droits de l'homme fait partie intégrante de la politique étrangère suisse". Quelles ont été, l'année dernière, les conséquences de ce principe dans les relations concrètes entre la DDA et le BAWI et les pays qui ne respectent pas les droits de l'homme (refus d'aide, obligations liées aux crédits mixtes, restriction à la garantie au risque à l'exportation)?

M. Aubert, conseiller fédéral: Il faut distinguer diverses formes d'aide. Avec certaines organisations internationales, nous avons pris des engagements sur des bases contractuelles; nous sommes contraints de les respecter. Suite à des événements graves en Bolivie (disparition du secrétariat de l'Université sous le régime militaire, arrestation de deux coopérants mis en prison) nous avons dû cesser toute aide. Pourtant, lorsqu'il s'agit de cas humanitaires où par exemple une aide alimentaire est indispensable à toute une population, nous maintenons notre aide. En principe, nous tenons compte de la violation des droits de l'homme et, dans la mesure du possible, nous interrompons l'aide apportée. Il faut constater d'une part que c'est dans les pays où la violation des droits de l'homme est la plus grave que les populations sont le plus en danger et où l'aide humanitaire est la plus nécessaire. D'autre part, les populations les plus défavorisées ne vivent pas dans des démocraties. Nous ne pouvons pas établir de règle générale.

## F. Coopération au développement et aide humanitaire

Le président: Il y a lieu de souligner l'excellente qualité de l'aide suisse au développement.

M. Aubert, conseiller fédéral: Dans son dernier rapport, l'OCDE attribuait la note maximale à la Suisse pour la qualité de son aide au développement alors qu'elle n'accordait que la note minimale en ce qui concerne la quantité.

Deuxième partieA. Secrétariat généralTransferts d'emplois

Pas d'observation

Durée moyenne de séjour des ambassadeurs

M. Aubert, conseiller fédéral relève deux erreurs. M. Hegner, ambassadeur a séjourné comme tel à Washington pendant trois ans et 11 mois (moyenne de 4 ans). Madame Hegner n'est jamais allée à Washington, elle pratique la médecine à Berne. Pour un ambassadeur, le fait de ne pas être accompagné par son épouse n'est pas une raison de transfert. A Londres, nous avons remplacé l'ambassadeur Caillat (en retraite) par l'ambassadeur Pictet, représentant permanent à Genève auprès des organisations internationales et Monsieur Hegner est venu remplacer Monsieur Pictet à Genève.

Dans les missions les plus importantes, la durée moyenne de séjour est de presque six ans (statistique sur 24 ambassades depuis 1970). Dans douze cas, la durée a varié entre trois et six ans, dans neuf cas, elle a dépassé six ans; dans trois cas seulement, une permission a été accordée, pour des raisons de santé, de quitter le poste avant trois ans. Certains pays imposent à nos ambassadeurs des sacrifices de santé considérables. Nous devons tenir compte de ce fait.

Le président demande à connaître la liste des consuls de carrière et des consuls honoraires.

M. Glesti: Nous avons 40 consulats généraux dont 35 sont dirigés par des chefs professionnels et 5 par des consuls honoraires. Dans le domaine des consulats, nous avons 53 postes occupés par 20 consuls professionnels et 33 chefs de postes honoraires.

Suite au plafonnement des effectifs du personnel, nous fermons certains postes, surtout en Europe et tout particulièrement en Italie.

M. Aubert, conseiller fédéral : Nous devons ouvrir un consulat général à Houston (Texas) et devons déplacer notre ambassade en Arabie saoudite de Djeddah à Riad, capitale du pays. Djeddah restant la capitale économique du pays et vu le volume des affaires, nous devons garder notre représentation consulaire dans cette ville.

M. Houmard: Au chapitre II, Formation, nous lisons: "Les matières étudiées portaient sur les affaires consulaires et de chancellerie, y compris la sécurité". A mon avis, la sécurité ne s'improvise pas. Les chancelleries disposent-elles d'un programme de sécurité?

Hr. Glesti: Die Ausbildung in Sicherheitsfragen nimmt das EDA zusammen mit dem Sicherheitsdienst der Bundesverwaltung vor. Es geht dabei einerseits um die persönliche Sicherheit (Beratung) der Mitarbeiter, andererseits um die Berücksichtigung der Sicherheitsaspekte bei Neubauten und die Verbesserung der Sicherheitsvorkehrungen bei bestehenden Botschaften und Konsulaten.

M. Aubert, conseiller fédéral: 300 personnes travaillent pour la DDA; une partie est engagée sous contrat de droit privé (env. 240), nous avons une vingtaine de volontaires, des consultants et des fonctionnaires. L'aide publique au développement comporte au front des risques qu'il est impossible d'éviter. Dans les ambassades, une sécurité totale est impossible, sur le terrain, les risques sont encore beaucoup plus grands et les personnes engagées ne disposent pas de l'immunité diplomatique. Seuls les privilèges des conventions passées avec les Etats concernés sont valables. Nous avons prévu un système de plan de crise. Les mesures sont déterminées en relation avec la DDA, l'ambassade compétente et le Bureau de coordination d'aide publique au développement sur place. La sécurité de nos experts dépend essentiellement de la valeur de la popularité du projet concerné.

## B. Direction politique

M. Brunner: Il y a dans le monde 160 Etats indépendants. Nous avons des relations avec 127 d'entre eux. Les autres sont certes reconnus, mais le volume des affaires ne nécessite pas l'ouverture d'un poste diplomatique ou consulaire. Il s'agit de petites îles des Antilles ou du Pacifique.

M. Aubert, conseiller fédéral: Nous ne disposons pas du personnel nécessaire pour être représenté dans tous les pays indépendants. Par exemple, notre ambassadeur au Guatemala est accrédité auprès de six pays différents.

Hr. Glesti: Die Schweiz unterhält im gesamten mit 150 Staaten diplomatische Beziehungen. Botschaften unterhält die Schweiz mit 95 Staaten, in 9 Ländern sind wir nur mit einem Konsulat vertreten.

M. Brunner (à M. Jung concernant les bons offices): Dans le domaine qui nous préoccupe, le fait d'être ou de ne pas être membre de l'ONU ne représente ni un avantage ni un désavantage. Les deux Corées qui ne sont pas non plus membres de l'ONU n'ont par exemple aucun mandat de puissance protectrice.

(Sans avoir consulté le Chef du Département, M. Brunner évoque exactement les mêmes arguments en matière de bons offices).

Le président: En son temps, il avait été question de réorganiser la Direction politique en tenant compte de la fonction du secrétaire d'Etat qui est en même temps le directeur politique, le secrétaire d'Etat, donc vice-ministre et chef de cabinet. Comment envisagez-vous la structure de la Direction politique et vos tâches?

M. Brunner: Après une semaine d'activité, la question me paraît difficile. Tout d'abord, je ne suis pas chef de cabinet; le chef du Département a besoin de collaborateurs plus jeunes et plus disponibles, à cet effet il dispose de MM. Erard et Jaccard.

La Direction politique aux activités multiples a besoin d'un coordinateur permettant l'élaboration d'une politique cohérente. La coordination doit aussi se faire avec mes collègues des autres directions.

D'autre part, le chef du Département doit avoir des relations de confiance avec le secrétaire d'Etat pour tout ce qui concerne les problèmes d'ordre personnel, de transferts ou de nominations. Le travail est très varié.

### C. Direction des organisations internationales

M. Houmard: La réponse écrite ne nous donne que partiellement satisfaction. Pour pouvoir présenter le problème de la représentation de la Suisse dans les organisations internationales devant la Commission de gestion, nous devons connaître exactement la coordination dans ce domaine au niveau des départements.

M. Aubert, conseiller fédéral: La réponse écrite mentionnée n'est pas la réponse demandée, elle ne provient pas du Conseil fédéral. Le problème a été discuté au Conseil fédéral les 28 mars et 4 avril dernier. Après une petite divergence au sein du Conseil fédéral sur la question du contrôle, la réponse définitive sera à l'ordre du jour de la séance du 11 avril et vous parviendra immédiatement après.

Il y a lieu de distinguer les délégations plénipotentiaires (munies de certains pouvoirs) qui sont désignées par le Conseil fédéral et sont soumises au DFAE et au DFF. Elles font l'objet d'une procédure de consultation préalable et de co-rapport entre tous les départements. Ces délégations reçoivent des instructions du Conseil fédéral. La désignation des délégations dans des réunions d'organisations internationales (organes de consultation multilatérale) a lieu par le biais des offices fédéraux compétents ou des secrétaires généraux des départements concernés.

Ces délégations ont pris une extension considérable vu l'interdépendance toujours plus grande entre les Etats. Elles traitent de questions hautement techniques qui exigent des représentants spécialisés et des experts. Nous participons aux organisations internationales pour y défendre les intérêts de la Suisse et pour y être représentés par des personnes compétentes et expérimentées. Par rapport à nos pays voisins, nos délégations comprennent moins de membres et sont moins importantes. Dans quelques cas, nos délégations étaient plus importantes, lorsqu'il s'agissait de réunions à caractère interdisciplinaire où nous avons envoyé des spécialistes qui provenaient de différents départements. Pour améliorer les mécanismes de contrôle, nous proposerons de mettre à jour les instructions du Conseil fédéral qui datent de 1952 et de 1958. Les informations seront centralisées dans certains secrétariats généraux et seront ainsi soumises au contrôle des secrétaires généraux, voire du Chef du Département.

La demande exigeait un contrôle à priori par le DFAE ou par le DFF. Je ne pense pas que le Conseil fédéral choisira cette solution car elle n'est pas réalisable. Ni le DFAE ni le DFF ne seraient à même de désigner les spécialistes compétents dans des domaines qui leur sont étrangers.

Le président souligne qu'il ne s'agit pas à priori du contrôle de la compétence des personnes déléguées mais bien du nombre et de l'importance des délégations.

M. Aubert, conseiller fédéral: Les instructions de 1952 et de 1958 prévoyaient déjà que les délégations devaient être examinées de cas en cas, qu'elles devaient être réduites au minimum et que, dans toute la mesure du possible, nos représentations diplomatiques sur place devaient être mises à contribution. A ces instructions, nous ajouterons encore quelques détails.

B La réponse définitive parviendra à la section avant la séance plénière du mois de mai.

D. Direction du droit international public

Le président: Au point 3, vous évoquez le cas Marc Rich en mentionnant "le Conseil fédéral s'est vu contraint de prendre certaines mesures de caractère extraordinaire". De quelles mesures s'agit-il?

M. Erard: Il était question de fournir des documents aux Etats-Unis qui les avaient demandés. Il y a eu un certain nombre de mesures diplomatiques; nous avons essayé d'obtenir

des Etats-Unis qu'ils utilisent la voie d'entraide judiciaire. Nous refusons que les documents soient délivrés directement de Suisse.

M. Aubert, conseiller fédéral: La manière de procéder n'était pas conforme aux accords passés avec les Etats-Unis, ceux-ci ayant ordonné directement, sans passer par l'entraide judiciaire, le séquestre des documents à Zurich.

M. Brunner: Les Etats-Unis estiment que leur législation a des effets à l'extérieur. Ils appliquent les lois américaines à l'étranger. Pour des raisons de souveraineté, nous ne pouvons pas accepter de telles méthodes. Nous sommes prêts à coopérer s'ils nous apportent des preuves qu'un individu ou qu'une entreprise a commis des crimes qui relèvent de l'accord bilatéral et qui permettent d'ouvrir une enquête en Suisse. Pour obtenir des documents, il faut passer par la voie de l'entraide judiciaire et c'est un juge suisse qui décidera si les documents peuvent ou ne peuvent pas être remis, selon le cas présenté. Nous ne pouvons pas accepter qu'un juge américain séquestre des documents en Suisse.

Le président: Au point 4, Droits de l'homme, il est question de la préparation d'une Convention contre la torture. A quoi en sont les travaux préparatoires?

M. Erard: Nous participons en tant qu'observateur aux travaux préparatoires de cette Convention.

Le président: Au chapitre III, Frontière et voisinage il est question de l'Accord avec la RFA pour l'information mutuelle lors de la construction de centrales ou d'installations nucléaires proches de la frontière. Qu'en est-il à ce sujet avec les autres pays voisins?

M. Erard: La question ne se pose pas pour le moment. Avec la France, nous sommes en pourparlers mais nous ne sommes de loin pas aussi avancés qu'avec l'Allemagne.

Le président: A propos du chapitre VII, Navigation maritime, une question se pose quant aux restrictions à la liberté du trafic maritime pour la Suisse, pays sans littoral. Comment s'opposer aux restrictions qui menacent l'existence de notre marine?

M. Aubert, conseiller fédéral: 33 bateaux exploités par 7 armateurs battent pavillons suisses. Il s'agit de la plus grande flotte d'un pays sans littoral. L'effectif des yachts sous pavillons suisse est de 892 unités. A cet effet, nous avons pu résoudre un problème. La France demandait des droits d'escale à tous les bateaux suisses. Un accord a été passé avec la France qui renonce maintenant au droit d'escale.



M. Erard: Il s'agit d'un problème qui se pose plus spécialement à la CNUCED et qui concerne les droits de trafic. Les pays en voie de développement ont essayé d'obtenir une obligation pour que le trafic se fasse sous leurs pavillons. La Suisse a toujours défendu les droits d'un pays sans littoral qui peut aussi effectuer un certain nombre de transports. Les grands pays à flotte marchande essaient de poser des conditions minimales pour l'engagement des marins et du personnel de bord. Nous poursuivons nos efforts pour défendre tant les intérêts de notre marine que les conditions de travail pour le personnel concerné.

E. Direction de la coopération au développement  
et de l'aide humanitaire

Le président: La section tient à s'informer sur les expériences faites entre la DDA et Intercooperation.

Hr. Wilhelm: Der Jahresbericht 1983 der Intercooperation liegt im Entwurf vor. Von total 520 Projekten der DEH hat sie 22 übernommen. Sie beschäftigt 60 von 300 Experten, was für die DEH eine wesentliche Entlastung auf personellem und administrativem Sektor bedeutet. Im operationellen Bereich blieben Planung und Kontrolle bei der DEH, aber auch hier konnte eine Einsparung von ca. 30% erzielt werden.

Durch die Uebertragung von Arbeit an die 13 Mitarbeiter der Intercooperation reduziert sich die Arbeitsbelastung der DEH um rund 5%.

In der Zusammenarbeit haben sich keine besonderen Schwierigkeiten ergeben.

M. Aubert, conseiller fédéral demande des précisions quant aux limites à moyen terme de l'action avec Intercooperation qui envisage, pour 1985, d'augmenter le nombre de ses collaborateurs de 13 à 20.

Hr. Wilhelm: Die Intercooperation wird im Maximum 20 Personen (heute sind es 13) anstellen und möchte auch nicht über die Bereiche der Land- und Forstwirtschaft und die Fragen der Kooperationen hinaus tätig sein. Sie wird kaum je mehr als 30 Projekte betreuen können.

(zum Rückgang der Neuinvestitionen): Die finanziellen Mittel sind limitiert, während die Aufgaben zunehmen. Ebenso wächst der Schuldendienst der Entwicklungsländer. Dies beschränkt ihre Möglichkeiten, neue Projekte mitzutragen, weshalb die Sicherstellung des Betriebs bereits laufender Projekte (dazu gehört auch der Unterhalt von Strassen), besonders wichtig ist. Das Unterhaltskonzept muss als Teil des Projektes angesehen werden.

(zur Frage, ob Evaluationen auf die Politik der DEH Auswirkungen zeitigen): Dies ist tatsächlich der Fall, z.B. bei Wasserprojekten. Die Erstellung ist einfach, während Unterhalt und langfristige Sicherung des Betriebes Probleme bieten. Deshalb wurden ein System der "mitlaufenden" Evaluation geschaffen, um mit den lokalen Verwaltungsbehörden die Sicherung des Unterhalts zu regeln.

M. Houmard demande à consulter le rapport d'évaluation d'un projet d'aide au développement.

Hr. Wilhelm: Der GPK wurden bereits früher Evaluationsberichte zur Verfügung gestellt. Wenn der Wunsch besteht, kann dies jederzeit wieder erfolgen.

Le président: La section recevra prochainement l'évaluation du projet IHDP au Népal; le rapport de M. Basler est prêt à être rédigé.

#### Motions et postulats

Le président: Le postulat Alder, Corps d'aide en cas de catastrophe n'aurait-il pas pu être intégré dans le Message du Conseil fédéral concernant la loi sur l'organisation militaire?

M. Erard: Il s'agit là d'un oubli de la part du DFAE.

Hr. Mastronardi: Postulate sollen, wenn möglich mit der Botschaft zur Abschreibung beantragt werden, weil die das Geschäft beratende Kommission die Erfüllung viel besser beurteilen kann, als dies der Geschäftsprüfungskommission aufgrund eines kurzen Abschnittes im Geschäftsbericht möglich ist.

#### Traitement du Rapport de gestion devant la commission plénière

M. Houmard: Représentation de la Suisse  
dans les organisations internationales

M. Robbiani: Aide au développement  
Activité d'Intercooperation  
Mesures de sécurité

Hr. Jung beantragt, Herrn Brunner zu einem späteren Zeitpunkt und allein über die Problematik der Funktion des Staatssekretärs zu befragen, wenn er bereits einige Erfahrungen gesammelt hat.

Fin de la séance: 12.30 heures

*Augur aus dem Archiv  
GPH-N vom 15./16.5.84*

Departement für auswärtige  
Angelegenheiten

Département fédéral des  
affaires étrangères

- Vertretung der Schweiz in Internationalen Organisationen

M. Houmard: La réponse écrite n'était pas satisfaisante. Il y manquait surtout les indications concernant la coordination. Nous avons reçu un rapport du Conseil fédéral qui a traité la question à trois reprises.

Le Conseil fédéral nous propose d'améliorer le mécanisme de contrôle; d'une part la mise à jour des instructions et d'autre part le développement du système d'information interdépartementale. On souligne la nécessité de limiter l'envoi de représentants au strict minimum et de tenir au courant les missions diplomatiques. Ces mesures sont un simple rappel de choses qui semblent tout à fait normales.

Notre intervention aura permis de revoir le problème. Il est prévu d'informer à l'avance tous les secrétaires généraux, à l'aide d'une formule adéquate, de l'envoi de représentants de leur département à des réunions internationales. Cette manière de procéder permettra à chaque département d'exercer un contrôle systématique; le contrôle interdépartemental devrait être ainsi assuré.

M. Robbiani: A mon avis, une question reste en suspens: celle du contrôle. Nous avons proposé un contrôle centralisé, on nous propose un contrôle interdépartemental et un meilleur échange d'informations. Même si nous acceptons la réponse du Conseil fédéral, il faudra rester attentif au problème et y revenir l'année prochaine.

A propos de la durée de séjour de nos ambassadeurs à l'étranger: M. Hegner à Washington a quitté son poste après trois ans, selon une information de la presse (parce que sa femme tenait à rentrer en Suisse). Mme Hegner, médecin, ne s'est pourtant jamais rendue à Washington. M. Hegner est resté 3 ans et 11 mois à son poste. La moyenne est de 4 ans. Dans les missions importantes et selon une statistique allant jusqu'en 1970, la durée moyenne est de 6 ans.

Nombre et liste des consuls de carrière et des consuls honoraires: 35 consulats généraux sont dirigés par des professionnels et 5 par des consuls honoraires. Dans les 53 consulats, 20 professionnels et 33 consuls honoraires.

Entwicklungshilfe; Sicherheitsmassnahmen

Sécurité des collaborateurs au service de l'aide au Tiers monde: 300 personnes travaillent pour la DDA (sous contrat de droit privé et volontaires). Dans les ambassades déjà, la sécurité totale est impossible; sur le terrain, les risques sont encore plus grands. Les collaborateurs de la DDA prennent sur eux certains risques. Il existe seulement un plan de crise, sans aucune garantie pour les missions dangereuses.

Tätigkeit der Intercooperation

Collaboration entre la DDA et Intercoopération: De 520 projets de la DDA, 22 ont été repris par Intercoopération. 300 experts travaillent pour la DDA, 60 pour Intercoopération. Selon le chef du Département de M. Wilhelm, la collaboration est excellente, elle a permis de décharger la DDA et d'influencer positivement notre aide au Tiers monde.

Nous aurons l'occasion de nous entretenir à nouveau du problème de l'aide au développement dès que nous serons en possession du rapport de notre expert au Népal, M. Basler.

Compétences du secrétaire d'Etat: Après l'affaire Weitnauer, nous avons constaté que le secrétaire d'Etat était en même temps le directeur politique, le vice-ministre des affaires étrangères et le chef de cabinet. Nous avons voulu savoir si M. Brunner, le nouveau secrétaire d'Etat, s'identifie à toutes ses fonctions. Comme il venait d'entrer en fonction, il ne s'est pas encore prononcé. Il a pourtant exclu la tâche de chef de cabinet ou porte-parole du département, mentionnant que cette tâche incombe plutôt au conseiller personnel du chef du département. Nous avons l'intention de revenir sur cette question lorsque M. Brunner aura un peu plus d'expérience.

Hr. Allenspach (zur Aufenthaltsdauer unserer Botschafter): Statistiken mit Durchschnittszahlen vermögen zu diesem Problem wenig auszusagen, weil nicht alle Botschafterposten gleich beurteilt werden können. Auf verschiedenen Posten vermag ein Botschafter seine volle Wirksamkeit nur dann zu entfalten, wenn er sich während längerer Zeit mit den Verhältnissen eines Landes vertraut machen konnte. Aus Wirtschaftskreisen sind wiederholt Klagen darüber laut geworden, dass zum Beispiel der Botschafterposten in Japan zu oft umbesetzt werde. Diesem Problem sollte Aufmerksamkeit geschenkt werden.

M. Robbiani (en réponse à M. Allenspach): Dans le cas de M. Hegner, c'est l'ambassadeur qui avait demandé à rentrer en Suisse. Il est exact que dans certains pays, on devrait pouvoir laisser un ambassadeur plus longtemps sur place; il s'agit alors d'un problème qui doit être traité par la centrale du département et qui n'est pas un problème personnel mais un problème d'organisation.

Hr. Bratschi: Wurde die Effizienz unserer Botschafter einmal abgeklärt? Ich vermute, dass hier gewaltige Unterschiede bestehen. Ein Bericht über die Beurteilung der einzelnen Missionen wäre erwünscht.

Hr. Eng: Finanzkommission (FK) und Finanzdelegation (FD) haben sich mit den finanziellen Folgen der aufgeworfenen Probleme befasst: Die Botschaften sind verschieden eingestuft. Wenn ein Botschafter von einem höher eingestuften Posten zum Beispiel auf seinen "Altersposten" in einem tiefer eingestuftes Land wechselt, bleibt sein Besitzstand aber gewahrt. Ich beantrage, dass die Sektion die vorliegenden Berichte einholt und prüft, welche Schlussfolgerungen sich daraus für die Geschäftsprüfung ergeben könnten. Probleme der Effizienz sind nicht zu übersehen.

Hr. Chopard (zu Herrn Allenspach): Ich stelle dieses Problem nicht in Abrede. Zu hören sind aber auch Klagen darüber, dass gewisse unserer Botschaften nur wirtschaftliche Interessen wahrnehmen!

Hr. Allenspach: Meine Meinung war, dass man in bestimmten Ländern länger verweilen muss, um Land und Leute verstehen zu lernen. Für jeden Bereich, nicht nur für den wirtschaftlichen, muss das nötige Verständnis vorausgesetzt werden können.

Hr. Rubi macht darauf aufmerksam, dass sich die gleichen Probleme auch für die Aussenstellen der Schweizerischen Verkehrszentrale stellen.

Hr. Auer: Ein Botschafter sollte nicht länger als sechs Jahre auf demselben Posten verweilen, weil sonst die Gefahr besteht, dass er durch eine zu starke Identifizierung die Objektivität gegenüber seinem Residenzland verliert.

Die Kommission stimmt dem Antrag der Sektion zu, zu einem späteren Zeitpunkt eine Aussprache mit Staatssekretär Brunner zu den verschiedenen Funktionen des Staatssekretärs zu führen.

M. Robbiani: Devant le Parlement, nous ne mentionnerons pas toutes les questions en rapport avec l'aide au développement puisque nous y reviendrons en temps utiles; nous ne parlerons pas non plus du secrétaire d'Etat ni de l'efficacité de l'organisation diplomatique et des postes à l'étranger car ces objets restent en suspens au sein de la section.

Je propose de rapporter sur la représentation de la Suisse dans les organisations internationales et sur la durée moyenne de séjour des ambassadeurs. M. Houmard sera rapporteur.

NATIONALRAT

26. Januar 1984

Geschäftsprüfungskommission

Fragen zur Geschäftsprüfung 1983

An alle Departemente und an die Bundeskanzlei

Stellenplafonierung

- Die Kommission wünscht eine Tabelle der Stellenverschiebungen, welche über die Aemtergrenzen hinaus
  - a) innerhalb des Departementes
  - b) über das Departement hinausvorgenommen worden sind.
  
- Die Kommission wünscht Auskunft über die Anzahl der 1983 frei gewordenen Stellen, die nicht mit der gleichen (oder allenfalls leicht angepassten) Funktion wiederbesetzt worden sind. (Neben den Stellenverschiebungen über die Aemter hinaus werden damit auch die Einsparungen oder Verschiebungen innerhalb der Aemter erfasst.)

Bitte die schriftlichen Berichte in 35 deutschen und 15 französischen Exemplaren bis zum 19. März 1984 dem Sekretariat der Geschäftsprüfungskommissionen, Bundeshaus West, 2. Stock, Zimmer 220/222 zustellen.

CONSEIL NATIONAL  
Commission de gestion

26 janvier 1984

Questions concernant la gestion en 1983

A tous les départements ainsi qu'à la Chancellerie fédérale

Plafonnement des effectifs du personnel

- La commission désire recevoir une liste des transferts d'emplois qui dépassent le cadre de l'office
  - a) au sein du département
  - b) au-delà du département
  
- La commission désire être informée du nombre de postes devenus vacants en 1983, et qui n'ont pas été remplacés dans le même cadre de fonctions (ou tout au moins dans un cadre légèrement adapté).  
(A part des transferts d'emplois au-delà des offices cette question permettra le recensement des réductions et des mutations au sein des offices).

Prière de déposer les rapports écrits avant le 19 mars 1984 au Secrétariat des Commissions de gestion, Palais fédéral ouest, 2ème étage, bureaux 220/222, en 35 exemplaires allemands et 15 exemplaires français.

NATIONALRAT

26. Januar 1984

Geschäftsprüfungskommission

Fragen zur Geschäftsprüfung 1983Departement für auswärtige AngelegenheitenSchriftliche Antwort

1. Die Sektion wünscht eine Auskunft über die Massnahmen, die vom Bundesrat getroffen worden sind, um die Vertretung der Schweiz an internationalen Konferenzen zu beaufsichtigen. Sie wünscht den mit Schreiben vom 27. Mai 1983 angeforderten Vergleich der Stärke sämtlicher schweizerischer Delegationen (per 1983) mit der Delegationsstärke vergleichbarer anderer Teilnehmerstaaten.

Zur mündlichen Orientierung

2. Botschafter Hegner soll nach einem Bericht der Handelszeitung nach 3 Jahren seinen Posten als Botschafter in Washington verlassen, weil seine Frau in die Schweiz zurück will.
  - Wie lange dauert der durchschnittliche Aufenthalt unserer Botschafter auf den wichtigsten Aussenposten ?
  - Welches sind die diplomatischen, politischen und administrativen Voraussetzungen für die Rückkehr eines Botschafters in die Schweiz ?
3. Die Sektion wird sich an ihrer Sitzung nach den Erfahrungen der DEH mit der Intercooperation im vergangenen Jahr erkundigen.
4. Die Sektion wird sich an ihrer Sitzung nach den Sicherheitsvorkehrungen zu Gunsten der Mitarbeiter der DEH im Feld sowie nach den Versicherungsansprüchen im Schadenfall erkundigen (vgl. das Attentat in Uganda).

Bitte den schriftlichen Bericht in 8 deutschen und 6 französischen Exemplaren bis zum 19. März 1984 dem Sekretariat der Geschäftsprüfungskommissionen, Bundeshaus West, 2. Stock, Zimmer 220/222 zustellen.



CONSEIL NATIONAL

26 janvier 1984

Commission de gestion

Questions concernant la gestion en 1983

Département des affaires étrangères

A traiter par écrit

1. La section tient à être renseignée au sujet des mesures prises par le Conseil fédéral pour surveiller la représentation de la Suisse aux Conférences internationales. Elle désire recevoir les données demandées dans une lettre du 27 mai 1983 concernant les comparaisons entre l'importance de toutes les délégations suisses (en 1983) avec celles des délégations de pays membres comparables.

A traiter verbalement

2. Un article de la "Feuille officielle suisse du commerce" mentionne que l'ambassadeur Hegner quittera son poste de Washington après 3 ans, parce que sa femme tient à rentrer en Suisse.
  - Quelle est la durée moyenne de séjour de nos ambassadeurs aux postes extérieurs importants?
  - Quelles sont les conditions diplomatiques, politiques et administratives liées au retour d'un ambassadeur en Suisse?
3. Lors de sa séance, la section s'informerera des expériences faites pendant l'année écoulée par la DDA avec Intercoopération.
4. Lors de sa séance, la section s'informerera des dispositions de sécurité en faveur des collaborateurs de la DDA sur place ainsi que des prétentions d'assurances en cas de sinistre (cf. l'attentat en Ouganda).

Veillez envoyer le rapport écrit en 8 exemplaires allemands et 6 exemplaires français, avant le 19 mars 1984, au Secrétariat des Commissions de gestion, Palais fédéral ouest, 2e étage, bureaux nos 220/222.

*auszug aus dem Protokoll  
der Fi. Del. vom 27.12.1983*

30

3.6 Aussprache mit dem Vorsteher des Departementes für auswärtige Angelegenheiten über die Einsatzdauer von Chefbeamten des EDA und weitere Fragen

Herr Arnold erinnert daran, dass die Finanzdelegation bereits 1978 im Zusammenhang mit der Reorganisation der damaligen Verwaltungsdirektion des EDA wünschte, dass Schlüsselpositionen über längere Zeit durch den gleichen Inhaber besetzt bleiben sollen. Dies, um eine gewisse Kontinuität in der Geschäftsführung zu gewährleisten. Die Versetzung von Generalsekretär Martin nach Lissabon drei Jahre und neun Monate nach seinem Amtsantritt in Bern sowie der Transfer von Botschafter Cuénoud (Brüssel-Madrid) nach rund zwei Jahren haben dieser Problematik neue Aktualität verliehen.

In diesem Zusammenhang sei auch erwähnt, dass die Anbringung eines Rückstufungsvorbehaltes im Falle einer Versetzung an eine niedriger eingestufte Mission die Regel bilden sollte.

Monsieur Aubert, Président de la Confédération, expose qu'en règle générale, nos représentants à l'étranger occupent leur poste pendant 4 ans. Les différences restent cependant énormes entre les postes. En effet, les conditions climatiques de Lagos sont beaucoup plus éprouvantes que celles de Washington. C'est ainsi qu'il arrive parfois qu'un ambassadeur, usé par les postes où il a dû travailler, soit même contraint de prendre sa retraite de façon anticipée pour des raisons médicales. Voilà pourquoi il n'est pas toujours possible de s'en tenir strictement à la règle des 4 ans. En l'occurrence, on constate que Monsieur Martin a passé 3 ans et neuf mois à la tête du Secrétariat général, un poste parmi les plus lourds du département. Si nous ne l'avions pas transféré, il aurait dû y rester pendant 7 ans, jusqu'à sa retraite, ce qui paraissait trop éprouvant. Quant à Monsieur Cuénoud, c'est en raison de la retraite anticipée de notre représentant à Madrid qu'il a été nécessaire de le déplacer plus rapidement que prévu de Bruxelles en Espagne.

Le problème du déclassement de nos agents passant d'un poste plus élevé à un poste moins élevé est désormais réglé par une réserve faite généralement lors de la nomination au poste supérieur. Il est en effet normal qu'un agent soit payé mieux lorsqu'il est appelé à fournir des prestations plus volumineuses et qu'il le soit moins dans le cas inverse. Ce qui peut par contre prêter à contestation, c'est la classification des représentations à l'étranger. En effet, s'il est vrai que Paris, Rome ou Washington sont des postes très importants, on peut se demander si, en raison des tensions actuelles, Tel Aviv, RiYadh, Moscou ou Bucarest n'exigent pas davantage de travail et de sacrifices et si par conséquent ces derniers postes ne sont pas plus importants que les premiers nommés.

Cela étant, la réserve concernant le déclassement me paraît d'autant plus justifiée que je considère qu'il faut confier les postes les plus importants, c'est à dire, ceux où il y a le plus à faire, à des hommes dans la force de l'âge et non à des ambassadeurs en fin de carrière, auxquels doivent être confiés des postes moins astreignants.

Monsieur Generali souligne tout d'abord que ce sont les organes du Département des affaires étrangères qui ont proposé les catégories d'ambassades. Ce n'est pas au Parlement d'en débattre.

Cela étant, il n'est pas bon pour le DFAE que Monsieur Martin ait quitté le poste-clef de Secrétaire général 3 ans et neuf mois seulement après avoir pris sa fonction. C'est une erreur de ne pas maintenir les fonctionnaires plus longtemps dans des postes de cette importance, qui nécessitent des gestionnaires avisés et expérimentés, qualités qui ne s'acquièrent souvent que par la durée.

Quant aux problèmes des déclassements, je comprends certes qu'il y a des raisons humaines qui les rendent difficiles, mais il faut éviter de créer des précédents.

Herr Glesti fügt bei, dass eine Zulage zur Wahrung des Bestandes im Falle einer Versetzung an eine niedriger eingestufte Vertretung nur für Transfers der Missionschefs der wichtigsten Botschaften sowie der Direktoren der Zentrale ausgerichtet wird. Diese Lösung wurde im Einvernehmen mit dem EFD getroffen und soll dazu beitragen, den Inhabern solch übermässig belastender Posten einen Wechsel ohne finanzielle Einbusse zu ermöglichen.

Im übrigen werden Versetzungen von Inhabern von Schlüsselpositionen an der Zentrale ins Ausland auch künftig nicht zu vermeiden sein. Der Personalaustausch zwischen Zentrale und Ausland bildet einen integrierenden Bestandteil der Versetzungspolitik des Departementes, die sich bis jetzt bewährt hat. Die vorzeitige Versetzung von Herrn Cuénoud ist auf die aus gesundheitlichen Gründen frühzeitig erfolgte Pensionierung des früheren Botschafters in Madrid zurückzuführen.

#### Konsularnetz

Herr Arnold erkundigt sich über den Stand der Abklärungen des EDA über die allfällige Schliessung der Vertretungen in Freiburg i.Br., Lille, Catania und Turin. (Schreiben der Finanzdelegation an das EDA vom 12.2.81). Im Zusammenhang mit der geplanten Eröffnung eines Generalkonsulates in Houston (Texas) wird seitens des EDA darauf hingewiesen, dass die hierfür benötigten zusätzlichen Personaleinheiten nur über interne Strukturänderungen (Schliessung weiterer Aussenposten) bereitgestellt werden könnten.

Monsieur Aubert, Président de la Confédération, expose que l'ouverture des consulats de Houston et Atlanta aux Etats-Unis, ainsi que de Djeddah en Arabie Saoudite nous est dictée par la nécessité de promouvoir nos exportations. Le personnel indispensable à ces nouvelles représentations proviendra, au moins partiellement, des unités libérées par la transformation en consulats honoraires ou la fermeture progressive de nos représentations de Florence, Catane, Lille et Turin.

Herr Glesti bestätigt, dass der von der Finanzdelegation verlangte Bericht über eine mögliche Straffung des Konsularnetzes zurzeit in Vorbereitung stehe.\* In der zweiten Hälfte des vergangenen Jahres wurde bei den interessierten Kreisen eine Art Vernehmlassung durchgeführt. Die eingegangenen Stellungnahmen sind sehr zurückhaltend, wenn nicht negativ ausgefallen. Die durch den Personalstopp hervorgerufenen Engpässe werden das Departement aber zwingen, etwas in dieser Richtung zu unternehmen. Der erwähnte Bericht wird der Finanzdelegation demnächst zugehen.

---

\* Dabei wird nebst den bereits erwähnten Posten auch das "Vertretungsdreieck" Amsterdam, Den Haag, Rotterdam ebenfalls in die Untersuchung einbezogen.

Departement für auswärtige  
Angelegenheiten

- Département des affaires  
étrangères

Angelegenheit Weitnauer

Frau Blunschy orientiert über das mit den Herren Bundesrat Aubert und Botschafter Martin sowie anschliessend mit Herrn Staatssekretär Weitnauer geführte Gespräch einer Delegation der Sektion EDA (Frau Blunschy, Herr Robbiani sowie der Sekretär GPK).

Es ist zu berücksichtigen, dass der Staatssekretär im EDA eine dreifache Aufgabe zu erfüllen hat, die im Ausland (z.B. in Oesterreich) von drei verschiedenen Personen ausgeübt wird, da jede Aufgabe andere Fähigkeiten verlangt. Der Staatssekretär im EDA ist

- politischer Direktor und hat als Vorsteher der Politischen Direktion eine Abteilung zu leiten;
- Staatssekretär, d.h. Vize-Aussenminister mit gewissen diplomatischen Aufgaben;
- Kabinettsdirektor, der für den Aussenminister die Geschäfte und Verhandlungen vorzubereiten und Termine festzulegen hat.

Schwierigkeiten ergaben sich vor allem bei der letztgenannten Aufgabe, die Botschafter Weitnauer nicht besonders lag. Die persönlichen Berater von Bundesrat Aubert übernahmen mit der Zeit immer mehr Aufgaben des Staatssekretärs.

In nächster Zukunft wird nun Botschafter Probst das Amt des Staatssekretärs übernehmen, der nach übereinstimmender Aussage von Bundesrat Aubert und Staatssekretär Weitnauer in der Lage sei, alle drei erwähnten Aufgaben zu erfüllen. Auf weitere Sicht wird sich aber die Frage stellen, ob nach der Pensionierung von Botschafter Probst dieses dreifache Amt auch weiterhin durch eine einzige Person versehen werden soll oder ob eventuell eine gewisse Aufgabenteilung vorzusehen wäre.

Die Sektion schlägt Ihnen vor, sich folgenden Problemkreisen anzunehmen:

1. Die Frage der Aufteilung der drei Funktionen des heutigen Staatssekretärs und Direktors der Politischen Direktion sollte mit Herrn Botschafter Probst im Laufe seiner Amtszeit erörtert werden, da die drei Aufgaben sehr unterschiedliche Begabungen erfordern.
2. Die Informationspolitik des Departementes sollte im Hinblick auf eine Verbesserung überprüft werden. Gewisse Indiskretionen konnten bisher nicht abgeklärt werden.
3. Auch das Problem der persönlichen Mitarbeiter der Departementschefs verlangt eine nähere Prüfung. Vor allem sollten ihre Aufgaben und ihre Stellung klar abgegrenzt werden.

Hr. Schärli hat in bezug auf die persönlichen Berater der Departementschefs ein ungutes Gefühl. Werden diese vom Bundesrat persönlich bestimmt und gewählt? Wieviele Berater hat ein Departementschef und wer bezahlt sie? In welcher Lohnklasse sind sie eingereiht?

Hr. Zbinden: Die Angelegenheit Weitnauer hat deutlich gezeigt, dass das Problem der persönlichen Mitarbeiter nicht richtig gelöst ist. Der gegenüber Botschafter Weitnauer kritisierte Aufgabenteil fällt m.E. in den Bereich des Generalsekretariates. Wir haben sicher Verständnis dafür, dass ein Bundesrat über einen persönlichen Mitarbeiter verfügen möchte. Bei mehreren persönlichen Mitarbeitern führt dies ohne Zweifel zu Kompetenzkonflikten, wie dies die Situation im EDA zeigt. Es ist sicher Aufgabe unserer Kommission, diese Frage zu prüfen und dafür zu sorgen, dass solche Kompetenzüberschneidungen vermieden werden.

Hr. Mastronardi gibt die Stellungnahme der Finanzdelegation zum Problem der persönlichen Mitarbeiter der Departementschefs bekannt; sie hat sich bereits mit der finanziellen Seite (Gehälter) und der Verantwortlichkeit dieser Mitarbeiter befasst. Es geht dabei u.a. auch um die rechtliche Abklärung der Haftungsfrage dieser Personen, die z.T. privatrechtlich, z.T. öffentlich-rechtlich angestellt sind. Hinsichtlich Verantwortlichkeit ist zu berücksichtigen, dass sie keine Linienposition haben, z.T. aber doch in Linienfunktionen eingesetzt werden: so ist z.B. Herr Margot einerseits persönlicher Mitarbeiter von Bundespräsident Chevallaz und andererseits Chef des Informationsdienstes EMD.

Diese Fragen werden zwischen der Finanzdelegation und dem Bundesrat voraussichtlich Ende Juni/anfangs Juli diskutiert, wobei es um die Abklärung der finanziellen Seite von 2 - 3 speziellen Fällen geht.

Aufgrund der Vorarbeiten der Finanzdelegation könnte die Geschäftsprüfungskommission anschliessend die Frage der persönlichen Mitarbeiter der Departementschefs generell überprüfen, u.a. auch in bezug auf deren Aufgaben und Funktionen.

Hr. Schalcher fragt sich ebenfalls, ob im Fall Weitnauer der sog. Papierkrieg nicht Aufgabe des Generalsekretärs wäre. Er äussert auch seine Skepsis gegenüber den persönlichen Mitarbeitern; ein Bundesrat sollte in der Lage sein, selbst seinem Departement vorzustehen und es zu führen. Diese persönlichen Berater sind eine Art graue Eminenz und tragen keine Verantwortung.

Hr. Fischer-Bern erinnert daran, dass das Parlament mit dem neuen Verwaltungsorganisationsgesetz diese persönlichen Mitarbeiter offiziell eingeführt hat. Inzwischen haben sich gewisse negative Seiten gezeigt (Beispiel Landgraf, der zum Generalsekretär befördert werden musste).

Je nach Einstellung der Departementschefs werden persönliche Mitarbeiter von aussen beigezogen, die dann eine Art Parallelhierarchie gegenüber der Verwaltung bilden.

Ich unterstütze den Antrag, dass dieses ganze Problem durch die Geschäftsprüfungskommission näher zu überprüfen ist, wobei es nicht nur um die finanzielle Seite, sondern auch um die verwaltungsmässige Ordnung geht.

Frau Lang weist darauf hin, dass die "Weltwoche" die ganze Angelegenheit aufgebauscht hat (Interview mit Ständerat Kündig). Es geht hier um eine politische Frage. In unserer Mehrparteiengovernment sollte man den verschiedenen Richtungen dadurch entgegenkommen, dass ein Departementschef einen persönlichen Berater beiziehen kann. Es ist sicher richtig, dieses ganze Problem einmal näher zu überprüfen, doch sollte dabei eine gewisse Toleranz nicht ausser acht gelassen werden.

Hr. Muff: In der Angelegenheit Weitnauer stellt sich die Frage, ob die vorzeitige Entlassung nicht einen grossen politischen Schaden verursacht hat. Wäre es nicht möglich gewesen, dieses Verhältnis noch ein halbes Jahr weiterzuführen, worauf sich das Problem durch die Pensionierung von Herrn Weitnauer von selbst gelöst hätte? Bei der Behandlung der Finanzvorlage vor dem Volk wird man den Vorwurf hören müssen, dass trotz Sparprogramm Spitzenbeamte noch während Monaten nach ihrer Entlassung voll bezahlt werden.



Hr. Roth: Auch die vorzeitige Pensionierung Weitnauers so kurz nach seiner Beförderung zum Staatssekretär wird im Volk stark kritisiert; dabei werden wir Parlamentarier für diese Machenschaften auch noch irgendwie verantwortlich gemacht.

Hr. Chopard dankt Frau Blunschy für den ausgewogenen Bericht, der sich mit den Ausführungen von Bundesrat Aubert in seiner Fraktion deckt.

Nachdem die beiden Seiten einer Lösung zugestimmt haben, ist es nicht an uns, zu richten.

In bezug auf die persönlichen Berater der Departementschefs stimme ich mit Herrn Fischer überein, dass diese Frage weiter verfolgt werden muss. Dabei wird aber auch das Vorgehen bei der Departementsverteilung zu berücksichtigen sein, da in gewissen Fällen ein Bundesrat gegen seinen Willen ein Departement übernehmen muss. Dies war auch der Grund, warum das Parlament den Beizug persönlicher Mitarbeiter gutgeheissen hat. Angesichts der verschiedenen Vorkommnisse frage ich mich, ob die Aufgaben dieser persönlichen Mitarbeiter und Berater jemals in einem Pflichtenheft umschrieben worden sind. Auf jeden Fall müsste eine Lösung gefunden werden, die verhindern sollte, dass eine Art Schattenregierung entsteht, die beliebig ausgewechselt werden kann.

M. Robbiani: Il ne faut pas faire de l'affaire Weitnauer l'affaire des conseillers personnels. Si l'on veut aborder le problème des conseillers personnels, il faudrait le regarder dans tous les départements et non seulement dans le département des affaires étrangères, même que c'est dans ce département où règne une hiérarchie très rigide qu'il peut y avoir davantage de conflits de compétences. L'erreur qui subsiste dans la question des conseillers personnels, c'est que ces derniers sont considérés comme des conseillers permanents et non pas des conseillers ad hoc et ad interim.

Dans l'affaire Weitnauer, il y a un problème de structure: C'est le titre ou le statut de secrétaire d'Etat qui induit en erreur. Est-ce vraiment seulement un titre que l'on peut exposer à l'étranger, ou est-ce une fonction munie d'une compétence? S'il s'agit simplement d'un statut, d'un titre, on ne peut pas parler de deuxième membre du département. Mais s'il s'agit vraiment d'une fonction, d'une compétence, alors il faut arriver à avoir une unité de doctrine politique à la tête du département.

Pour un petit pays comme la Suisse la politique étrangère est faite avant tout d'information. J'ai l'impression que l'on est en train de faire encore une faute en nommant un nouveau chef du service d'information et de la presse du département, dont on sait qu'il s'agit d'un bon diplomate mais dont on ne connaît pas les compétences dans le domaine de l'information.

Frau Blunschy (zu Herrn Muff): Es trifft zu, dass die Angelegenheit Weitnauer eleganter hätte gelöst werden müssen.

(Zu Herrn Roth): Das Parlament hat mit dem neuen Verwaltungsorganisationsgesetz den Einsatz von zwei Staatssekretären verfügt, was die Beförderung von Botschafter Weitnauer zur Folge hatte.

Für die Geschäftsprüfungskommission stellt sich vor allem die Frage der zukünftigen Organisation, weshalb sie die skizzierten drei Problemkreise einer Prüfung unterziehen sollte.

Frau Präsidentin Lang: Ich schlage Ihnen vor, dass die Sektion EDA diese Fragen weiterbearbeiten soll; zu Punkt 3 (persönliche Mitarbeiter) wäre vorerst das Ergebnis der Finanzdelegation abzuwarten.

#### Zustimmung

Die Angelegenheit Weitnauer soll im Rat nicht mehr zur Sprache kommen.

#### Zum Geschäftsbericht

##### Erster Teil

Keine Bemerkungen

##### Zweiter Teil

- |   |                   |
|---|-------------------|
| A. <u>Generalsekretariat</u>  | Keine Bemerkungen |
| B. <u>Politische Direktion</u>  | Keine Bemerkungen |
| C. <u>Direktion für Völkerrecht</u>                                     | Keine Bemerkungen |
| D. <u>Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe</u> |                   |

Frau Blunschy stellt den Antrag, dass sich die Sektion über die schweizerische Entwicklungshilfe anhand eines bestimmten Projektes (ev. Rwanda) näher orientieren lässt. Dies könnte einen tieferen Einblick vermitteln in die Probleme der Entwicklungszusammenarbeit einerseits und der Handelspolitik andererseits, die zwar nicht in Widerspruch stehen, jedoch unterschiedliche Zielsetzungen haben.

Letztes Jahr hat sich die Sektion über das Projekt in Nepal eingehend orientieren lassen.

NATIONALRAT

Geschäftsprüfungskommission  
Sektion Bundeskanzlei / Departement  
für auswärtige Angelegenheiten

P r o t o k o l l

der

Sitzung vom 28. April 1980, um 13.30 Uhr, in Bern

Parlamentsgebäude, Grünes Zimmer

Vorsitz: Frau Nationalrätin Blunschy  
Anwesend: HH. Nationalräte Augsburg, Fischer-Bern,  
Loetscher, Robbiani  
Sekretariat: Hr. Mastronardi und Frl. Wüthrich

Thema: Angelegenheit Weitnauer

Frau Blunschy verweist auf den Bericht über die Aussprache vom 19. März einer Delegation der Sektion mit Herrn Bundesrat Aubert und Herrn Staatssekretär Weitnauer über die vorzeitige Ablösung des Direktors der Politischen Direktion im EDA. Dieses Gespräch hat im Auftrag der Plenarkommission stattgefunden. Mit der Präsidentin der Kommission für auswärtige Angelegenheiten wurde zudem vereinbart, dass die organisatorischen Fragen dieser Angelegenheit durch die Geschäftsprüfungskommission weiterverfolgt würden.

M. Robbiani a retenu quatre questions:

1. Est-il vraiment nécessaire qu'il y ait, à la direction du Département des affaires étrangères, un primus inter pares ? Si oui, peut-on lui confier simplement des tâches de coordination ou doit-on le considérer comme le deuxième homme du département (manager ou secrétaire d'Etat) ?

2. S'il s'agit d'un secrétaire d'Etat, il est indispensable qu'il y ait, entre lui et le chef du département, une unité de doctrine politique. Quelle attribution faut-il alors lui confier: remplaçant effectif et non pas protocolaire ? A mon avis, on ne peut faire dépendre notre politique étrangère des caractères personnels des personnes qui se trouvent à la tête du département.
3. Faut-il réorganiser la Direction politique en tenant compte des trois fonctions (directeur politique, secrétaire d'Etat et chef de cabinet) ? Ces fonctions devraient être définies clairement. En plus, il faudrait revoir les compétences des collaborateurs personnels et leurs relations avec la hiérarchie.
4. Il faut améliorer l'information sur l'activité du département. Il faut même définir une politique de l'information, ses moyens, ses instruments et ses objectifs (qui doit faire quoi, quand et comment). Il en va de la crédibilité de notre politique étrangère.

On aurait pu liquider cette affaire d'une manière plus discrète. Si l'on appliquait dans ce cas les critères selon lesquels on juge l'efficacité d'un groupe, le résultat serait négatif.

Pour ce qui nous concerne, il faudra laisser de côté la question des personnes et se pencher uniquement sur l'aspect structurel.

Hr. Fischer-Bern unterstützt die im Bericht der Delegation enthaltenen Vorschläge (S. 3), die zu gegebener Zeit mit Botschafter Probst in einem offenen Gespräch behandelt werden sollten, äussert aber seine Bedenken zum Vorschlag einer Ueberprüfung grundlegender Strukturänderungen.

M. Robbiani se déclare d'accord mais relève qu'il y a aussi un problème de structure. On ne peut pas laisser toute la réorganisation à M. Probst. La fonction du secrétaire d'Etat n'est pas suffisamment précisée.

Frau Blunschy: Wenn Botschafter Probst sich in sein Amt eingearbeitet hat, wird unsere Sektion mit ihm Kontakt aufnehmen, um seine Auffassung zur weitem Entwicklung zu kennen. In der Angelegenheit Weitnauer haben neben persönlichen Problemen sicher auch strukturelle Schwierigkeiten mitgespielt. Es scheint aber, dass Botschafter Probst in der Lage ist, alle drei Funktionen dieser Aufgabe zu übernehmen.

Es stellt sich ferner das Problem der persönlichen Mitarbeiter des Departementschefs, die ihren Aufgabenkreis immer mehr in den Bereich von Botschafter Weitnauer ausgedehnt haben. Hier wäre dafür zu sorgen, dass sie ihre Funktionen wieder auf die ihnen zustehenden Aufgaben beschränken. Dieses Problem soll zu einem spätern Zeitpunkt mit Botschafter Probst und Bundesrat Aubert besprochen werden.

Hr. Fischer-Bern: Die Frage der persönlichen Berater der Departementschefs sollte ganz generell einmal behandelt werden. Es besteht die Tendenz, dass die normale Hierarchie durch diese Mitarbeiter umgangen und eine Parallelhierarchie geschaffen wird.

Nach kurzer Diskussion stimmt die Sektion den Schlussfolgerungen des Berichtes vom 19. März 1980 zu. Frau Blunschy als Sektionspräsidentin wird das Plenum über die durchgeführte Aussprache und die Schlussfolgerungen orientieren. Auch die Kommission für auswärtige Angelegenheiten wird auf dem Laufenden gehalten.

Ueber die Organisation der Informationspolitik im EDA wird Herr Robbiani zusammen mit dem Sekretär eine Bestandesaufnahme vornehmen und der Sektion zu einem spätern Zeitpunkt darüber Bericht erstatten.

Für das Protokoll:

*M. Meachowatz*

*E. Wüthrich*

*Auszug aus dem Protokoll  
der Aussprache vom 19. März 1980*

---

3. Die Delegation der Sektion trifft folgende Schlussfolgerungen:

Bei Herrn Bundesrat Aubert und Herrn Staatssekretär Weitnauer handelt es sich um zwei grundverschiedene Charakteren. Dass sie unter den Bedingungen erhöhter internationaler Spannung nicht auf genügend fruchtbare Weise zusammenarbeiten können, ist verständlich.

Das Vorgehen gegenüber Herrn Staatssekretär Weitnauer ist möglicherweise nicht sehr geschickt gewesen. Es handelt sich dabei aber um einen sehr heiklen Einzelfall, der von der Geschäftsprüfungskommission im weiteren nicht zu beurteilen ist.

Die Indiskretionen sind zu bedauern und sollten nach Möglichkeit verhindert werden.

Die Geschäftsprüfungskommission sollte sich folgenden Problemkreisen annehmen:

1. Die Frage der Aufteilung der drei Funktionen des heutigen Direktors der Politischen Direktion sollte mit Herrn Botschafter Probst im Laufe seiner Amtszeit erörtert werden. Es scheint, dass die drei Aufgaben sehr unterschiedliche Begabungen erfordern.
2. Die Informationspolitik des Departementes sollte verbessert werden.
3. Das Problem der persönlichen Mitarbeiter des Departementschefs ist allgemein und in bezug auf die besondere Lage des Departementes für auswärtige Angelegenheiten weiter zu verfolgen. Sobald Herr Probst sein Amt aufgenommen hat, sollten die persönlichen Mitarbeiter des Departementschefs ihre Funktion wieder auf jenen Kreis beschränken, für den sie nach dem Verwaltungsorganisationsgesetz gedacht waren (vor allem Kontakte des Departementschefs zu den andern Departementen (Bundesratsgeschäfte) und zum Parlament).

Nachdem nicht gewünscht wird, dass am heutigen System, wonach der Departementschef bei seinem Amtsantritt die Chefbeamten seines Departementes auswechseln kann, etwas geändert wird, besteht kein Anlass, diese Frage weiter zu verfolgen.

Im übrigen hat die Geschäftsprüfungskommission keinen unmittelbaren Grund, sich weiter mit der vorzeitigen Ablösung des Direktors der Politischen Direktion im EDA zu befassen.

Der Sekretär der  
Geschäftsprüfungskommissionen

*Ch. Marchand*

Aktennotiz

Besprechung mit dem Sekretär der Finanzkommissionen und der Finanzdelegation, Herrn F. Bucher, vom 2. Mai 1980

Persönliche Mitarbeiter der Departementsvorsteher

Die Finanzdelegation wird das Problem vertiefen, indem der Bestand und die Anstellungsverhältnisse der persönlichen Mitarbeiter durch das Personalamt ermittelt werden und Ende Juni (25./26. Juni) mit einer Delegation des Bundesrates eine Aussprache gepflegt wird. Das Sekretariat GPK erhält das Schreiben der Finanzdelegation in dieser Sache.

Für das weitere Vorgehen ist zu empfehlen, dass die Geschäftsprüfungskommission des Nationalrates mit der Behandlung des Themas zuwartet, bis die Finanzdelegation ihre Aspekte abschliessend geklärt hat. Je nach Ergebnis dieser Abklärungen kann die Angelegenheit generell oder nur bezogen auf das EDA von der GPK aufgegriffen werden.

Der Sekretär der  
Geschäftsprüfungskommissionen

*Ch. Mathonard*

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITENNATIONALRAT

## Geschäftsprüfungskommission

Fragen zur Geschäftsprüfung 1983Stellenplafonierung

- Die Kommission wünscht eine Tabelle der Stellenverschiebungen, welche über die Aemtergrenzen hinaus
  - a) innerhalb des Departementes
  - b) über das Departement hinausvorgenommen worden sind.
  
- Die Kommission wünscht Auskunft über die Anzahl der 1983 frei gewordenen Stellen, die nicht mit der gleichen (oder allenfalls leicht angepassten) Funktion wiederbesetzt worden sind. (Neben den Stellenverschiebungen über die Aemter hinaus werden damit auch die Einsparungen oder Verschiebungen innerhalb der Aemter erfasst).

Antwort :

1983 sind keine Stellen vom oder ins EDA verschoben worden; der bewilligte Stellenbestand des Departements blieb damit unverändert bei 1776. Verschiebungen innerhalb des Departementes (mit Ausnahme der DEH-internen Reorganisationen) gehen aus der beiliegenden Aufstellung hervor. Die scheinbare Differenz zwischen Abbau und Verstärkungen erklärt sich einerseits mit dem zahlenmässigen Unterschied zwischen Abgängen und erstmaligen Einsätzen junger Karrierebeamter, andererseits mit Strukturanpassungen im Zusammenhang mit der Personalrotation und unseren Bestrebungen zur Einhaltung des bewilligten Personalbestandes.

Innerhalb der DEH, deren bewilligter Bestand sich 1983 ebenfalls nicht veränderte, wurden auf diesem Gebiet folgende Massnahmen getroffen :

./.



- Sektion Rechnungswesen: Der Chef des Buchhaltungsdienstes, welcher dem konsularischen Dienst angehört, wurde durch einen Fachmann in den Bereichen Rechnungswesen und EDV ersetzt. Das neue Pflichtenheft konnte stark erweitert werden.
- Sektion Personal: Bei der Pensionierung eines Mitarbeiters wurden dessen Aufgaben auf verschiedene Mitarbeiter umverteilt. Die frei gewordene Stelle konnte für Aufgaben in den Bereichen Personaleinführung, Instruktion (inkl. Bereitstellung der Unterlagen) und Ausbildung verwendet werden.
- Sektion Stipendien und Kurse: Eine Stelle dieser Sektion wurde der Sektion Ostafrika zugeteilt. Die Stelleninhaberin erhielt ein neues Pflichtenheft.
- Sektion Asien: Die Stelle eines wissenschaftlichen Adjunkten wurde in eine Stelle einer Verwaltungsbeamtin umgewandelt. Damit sollen die Verwaltungsabläufe in der Sektion verbessert werden.
- Abteilung Politik und Planung: Hier wurde eine Stabsstelle zur Bearbeitung von dringenden Aufgaben in der Finanzplanung und Finanzabwicklung geschaffen.

Beilage erwähnt

DEPARTEMENT FEDERAL DES AFFAIRES ETRANGERESCONSEIL NATIONAL

Commission de gestion

Questions concernant la gestion en 1983Plafonnement des effectifs du personnel

- La commission désire recevoir une liste des transferts d'emplois qui dépassent le cadre de l'office
  - a) au sein du département
  - b) au-delà du département
- La commission désire être informée du nombre de postes devenus vacants en 1983, et qui n'ont pas été remplacés dans le même cadre de fonctions (ou tout au moins dans un cadre légèrement adapté).  
(A part des transferts d'emplois au-delà des offices cette question permettra le recensement des réductions et des mutations au sein des offices).

Réponse :

L'effectif autorisé du Département n'ayant pas subi de modifications en 1983, il est demeuré ainsi à 1776 unités. Les déplacements à l'intérieur du Département (à l'exception des changements à l'intérieur de la DDA) ressortent du relevé qui figure en annexe. La divergence, apparente, entre les chiffres indiquant respectivement un renfort et des réductions provient, d'une part, de l'écart qu'il y a entre le nombre des départs et celui des premiers engagements de jeunes agents de carrière, et d'autre part, du fait que des mesures ont été prises en rapport avec la rotation du personnel et que des efforts ont été faits pour ne pas dépasser l'effectif autorisé.

A l'intérieur de la DDA, dont l'effectif autorisé n'a pas changé non plus en 1983, les mesures suivantes ont été prises dans ce domaine :

./.

- Section de la comptabilité: Le Chef de service de la comptabilité, fonctionnaire de la carrière consulaire, a été remplacé par un spécialiste de la comptabilité et de l'informatique dont le cahier de charges a pu être considérablement élargi.
- Section du personnel: Après la démission, pour raison d'âge, d'un agent, les tâches relevant de son cahier de charges ont été réparties entre d'autres collaborateurs. La place ainsi libérée a pu être engagée dans les domaines de la gestion du personnel, de l'instruction (y compris la préparation de la documentation) et de la formation.
- Section bourses et cours: Une place de cette section fut transférée à la section de l'Afrique orientale. La titulaire a reçu un nouveau cahier de charges.
- Section Asie: La place d'un adjoint scientifique fut convertie en un poste pour une fonctionnaire d'administration, dans le but d'améliorer le déroulement administratif des affaires de la section.
- Division de la politique et de la planification: Un poste d'état-major pour le traitement d'affaires urgentes relevant de la planification et de l'exécution financières a été créé.

Annexe mentionnée

Effectif		
31.12.82	31.12.83	
150,5	153,5	Secrétariat Général (GS)
124	119,5	Direction politique, y compris services centraux (DP), mais sans les intérêts étrangers
5,5	6	Intérêts étrangers (IE)
34	37	Direction des Organisations Internationales (DOI)
46,5	42,5	Direction du droit international public (DDIP), y compris Office suisse de la navigation maritime, Bâle
129,5	133,5	Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DDA), à l'exception des 10 postes structurels intégrés à l'étranger
15	18	Mission et délégation, Genève (GE)
49	7	Stagiaires à la centrale
554	517	Sous-total personnel en Suisse
1240,5	1230	Service extérieur (dont 46 stagiaires, 10 postes structurels intégrés de la DDA et 5 intérêts étrangers à Teheran et Buenos Aires)
1794,5	1747	<u>Total en Suisse et à l'étranger</u>
-----	-----	
1776	1776	Postes autorisés (Plafond)
1780	1773	Effectif moyen du personnel

Légende: A = Service diplomatique et consulaire  
 B = Services consulaire et de chancellerie  
 C = Service de secrétariat et autres services

		Renforts			Réductions		
		A	B	C	A	B	C
<u>CENTRALE:</u>	SG			2			
(Suisse)	Comptabilité et Informatique						0,5
	Indemnités						0,5
	DP						
	Protocole						
	DDIP					2	1
	Accords d'indemnisation						
	DOI	1					
	Direction						
	GE	1					
	Mission						
	Sous-total, Suisse	2		2		2	2
<u>SERVICE</u>	Abu Dhabi		1				
<u>EXTERIEUR:</u>	Addis Abeba		1				
	Ankara						0,5
	Bagdad						0,5
	Beijing				1		
	Bordeaux						1
	Bruxelles mission						1
	Caracas						1
	Dubai			0,5			
	Fribourg en Br.						0,5
	Hanoi						1
	Houston	1	1	1			
	Istanbul						1
	Jakarta		1				
	Lisbonne						0,5
	Montréal			0,5			
	Moscou			0,5			
	Oslo						0,5
	Quito			1			0,5
	Rom						1
	Stockholm						1
	Turin					2	3
	Washington			0,5			
	Total per service	3	4	6	1	4	15
	<u>T o t a l</u>		13			20	
			-----			-----	



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT  
FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN  
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI

o.503 - ER/li

Berne, le 29 mars 1984

Bitte dieses Zeichen in der Antwort wiederholen  
Prière de rappeler cette référence dans la réponse  
Pregasi rammentare questo riferimento nella risposta

Au secrétariat  
des commissions de gestion

Palais fédéral Ouest

Monsieur le Secrétaire,

Veillez trouver ci-joint un condensé de l'enquête effectuée à la demande de la Commission de gestion du Conseil national concernant la grandeur des délégations suisses aux conférences internationales pour la première moitié de l'année 1983, ainsi qu'un dossier complet rassemblant les informations recueillies auprès des divers Départements.

Pour ce qui est du second point sur lequel la Commission a souhaité être informée, à savoir le contrôle sur la nomination des délégations, le Conseil fédéral doit encore prendre position. Il vous fera parvenir sa réponse prochainement.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire, l'assurance de notre considération distinguée.

Annexes:

- Résultats condensés de l'enquête sur la participation de la Suisse à des conférences et réunions durant les 6 premiers mois de l'année 1983 (6 f; 8 a).
- Deux dossiers complets.



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT  
FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN  
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI

o.503 - MAY/sm

Berne, le 3 avril 1984

Bitte dieses Zeichen in der Antwort wiederholen  
Prière de rappeler cette référence dans la réponse  
Pregasi rammentare questo riferimento nella risposta

Au secrétariat  
des commissions de gestion

Palais fédéral Ouest

Représentation de la Suisse dans  
les conférences internationales

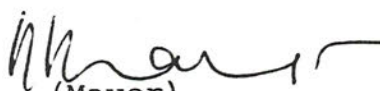
Monsieur le Secrétaire,

En complément de la lettre que vous avait adressée le  
Chef de notre Département en date du 29 mars 1984, et d'entente  
././ avec M. Erard, nous vous envoyons ci-joint des informations  
supplémentaires que l'OFAEE nous a adressées ultérieurement.

Nous vous saurions gré de bien vouloir introduire cette  
documentation dans le dossier qui est en votre possession.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire, l'assurance de  
notre considération distinguée.

Direction des  
organisations internationales  
p.o.

  
(Mayor)

Annexes mentionnées.



Bundesamt für Aussenwirtschaft  
Office fédéral des affaires économiques extérieures  
Ufficio federale dell'economia esterna

3003 Bern, 29. März 1984  
Bundeshaus Ost

☎ 031/61 2242

Ihr Zeichen  
Votre signe  
Vostro segno

Unser Zeichen  
Notre signe  
Nostro segno

Kr/rd

Eidg. Departement für aus-  
wärtige Angelegenheiten  
Direktion für internationale  
Organisationen  
Herrn R. Mayor

3003 B e r n

### Vertretung der Schweiz an internationalen Konferenzen

Sehr geehrter Herr Mayor

Mit Bezug auf Ihr Schreiben vom 20. März 1984 sowie im Nachgang zu den verschiedenen Gesprächen zwischen Ihnen und unserem Personal- und Administrationsdienst (Ch. Kreuzer), haben wir die Frage unserer Vertretungen an internationalen Konferenzen mit den entsprechenden Sachbearbeitern nochmals durchgesprochen. Wie mit Ihnen (und mit Frau Eichelberger) früher bereits besprochen, bestätigte sich bei dieser Runde erneut, dass es uns unmöglich ist, Ihre Fragestellungen ex post umfassend und vergleichbar beantworten zu können. In mehr als 90 % aller multilateralen Auslandsreisen (die bilateralen Reisen lassen sich für die gewünschte Informationsgewinnung nicht heranziehen) handelt es sich um Untergruppierungen internationaler Wirtschaftsorganisationen mit unterschiedlichen länderspezifischen Zielsetzungen.

In Ergänzung zu unserer Liste vom 16. März 1984 überweisen wir Ihnen in der Beilage die Kommentare zu drei weiteren Veranstaltungen (OECD-Ministerkonferenz, UNO-Zuckerkonferenz, UNCTAD-Plenarkonferenz) und hoffen, diese Angaben würden Ihrer Untersuchung dienlich sein.

Wir bedauern es ausserordentlich, Ihre Wünsche nicht umfassender befriedigen zu können; wir erklären uns aber sehr gerne bereit, für zukünftige ähnliche Erhebungen, welche unserer Ansicht nach prospektiv durchgeführt werden müssten, die notwendigen Unterlagen wunschgemäss aufzutreiben.

Besten Dank für Ihr Verständnis.

Mit freundlichen Grüßen  
BUNDESAMT FUER AUSSENWIRTSCHAFT  
Der stellvertretende Direktor

i. A. Meyer

Beilage erwähnt



Copie à: MM. An, Ra, Sti

OFFICE FEDERAL DES AFFAIRES  
ECONOMIQUES EXTERIEURES

Berne, le 28 mars 1984

752.4 - Sti/ph

Note à Monsieur E. Züttel

OCDE: Délégation suisse à la  
Réunion ministérielle de 1983

Comme nous vous l'indiquions dans notre note du 1er novembre 1983, la délégation suisse à cette réunion comportait bien huit membres, mais seuls sept se sont déplacés de Suisse, notamment le Conseiller fédéral Furgler et le Directeur de l'OFAEE. Le huitième membre de la délégation était l'Ambassadeur Zwahlen, naturellement déjà sur place à Paris.

Nous vous rappelons que la réunion annuelle du Conseil de l'OCDE siégeant à titre ministériel regroupe les ministres de l'économie, des finances et des affaires étrangères des vingt-quatre pays membres de l'Organisation. Il s'agit de la réunion annuelle de l'OCDE la plus importante. Comme il a déjà été démontré, d'autres pays d'importance similaire au nôtre ont disposé de délégations plus étoffées que la délégation suisse.

Service des questions générales de  
politique économique extérieure - OCDE

*p.o. Harold Stingelin*  
H. Stingelin

Annexe mentionnée

Copie à: MM. Ja, An, Ra, Sti

OFFICE FEDERAL DES AFFAIRES  
ECONOMIQUES EXTERIEURES

Berne, le 1er novembre 1983

752.4 - Sti/ph

Note à Monsieur E. Züttel

OCDE: Délégations suisses

Pour faire suite à votre demande, nous vous communiquons ci-après les informations suivantes concernant la dernière réunion ministérielle de l'OCDE:

Objet et durée de la réunion:

Il s'agit de la réunion annuelle du Conseil de l'OCDE siégeant à titre ministériel (ministres de l'économie, des finances et des affaires étrangères); 9 et 10 mai 1983.

Raisons qui ont justifié l'envoi d'une délégation:

Elles découlent de la nature de la réunion (voir ci-dessus).

Composition de la délégation:

Département fédéral de l'économie représenté par MM. Furgler, Jolles, Jacobi, de Tscharnier, Aenishänslin.

Autres représentants: M. Kaeser (Département des finances)  
M. Faillettaz (Département des affaires étrangères).

Participaient également le représentant permanent près l'OCDE, l'Ambassadeur Zwahlen, avec ses collaborateurs.

La délégation suisse venue de Berne comportait donc sept personnes.

Présence de pays comparables à la Suisse:

Autriche (huit personnes venues de la capitale), Belgique (5),

- 2 -

Finlande (8), Pays-Bas (11), Norvège (11).

Au cas où le DFAE souhaiterait entrer dans plus de détails concernant l'OCDE notamment, nous nous tiendrons volontiers à sa disposition, notamment pour mettre en relief la nature propre de cette Organisation internationale dont l'un des volets prioritaires consiste précisément à rendre possible une coopération dans les domaines couverts par l'Organisation entre les 24 pays membres grâce à des contacts directs entre délégués venus des capitales et qui assument des responsabilités dans la définition des politiques économiques et commerciales de leurs pays respectifs.

Service des questions générales de  
politique économique extérieure - OCDE



P. Aenishänslin

## Dienst für Entwicklungsfragen

HH/ho

28. März 1984

Notiz an die Herren Kreuzer/ZüttelVertreter an UNO-Zuckerkonferenz 1983 in Genf

1. Laut offizieller Teilnehmerliste der UNCTAD hatten die bezeichneten Länder folgende Anzahl von Vertretern (Delegationschef, Stellvertreter, Berater) angemeldet:

	<u>CH</u>	<u>A</u>	<u>B*</u>	<u>NL*</u>	<u>SF</u>	<u>N</u>	<u>S</u>
1. Session (2.-20.5.)	7	6	11	8	5	7	8

(12.-30.5.) → 2. Session      5      6      11      8      4      5      4

(\* Mitglieder der EWG, die mit einer eigenen umfassenden Delegation vertreten war und im Namen aller EWG-Länder verhandelte)

2. Diese Zahlen sind aber nur bedingt aussagekräftig, weil

- Anmeldung nicht identisch ist mit effektiver Teilnahme
- die Dauer des Aufenthalts in Genf unbekannt ist (bei längeren Konferenzen wechseln sich verschiedene Delegierte ab)
- die angemeldeten ständigen Vertreter in Genf unterschiedlich beansprucht wurden (Schweden hatte z.B. einen Botschafter aus Stockholm als Delegationsleiter, für die Schweiz übte Botschafter Blankart von Genf diese Aufgabe nebst all seinen übrigen Verpflichtungen aus)
- die Rolle der Berater bei solchen Verhandlungen von anderer Bedeutung ist als diejenige der Regierungsvertreter (Belgien hatte z.B. jeweils sechs Berater angemeldet, wobei die Abgrenzung zwischen Vertretern der Verwaltung als Delegierte und Vertretern der Privatwirtschaft als Berater nicht überall klar zu ziehen ist)
- die Bedeutung der Zuckerwirtschaft und des Weltzuckerhandels für die angeführten Länder recht unterschiedlich ist.

3. Während der ersten Session waren nur Herr Buchmann und der Unterzeichnete mehr oder weniger permanent in Genf vertreten (HH für 10 von 15 Konferenztagen, BU - da von London kommend - wohl die ganze Zeit). Botschafter Blankart als Delegationschef wurde für wichtigere Sitzungen und je nach Bedarf beigezogen. Die übrigen vier angemeldeten Vertreter kamen nur sporadisch zum Einsatz (zusammen wohl weniger als 15 Konferenztage), so dass total mit höchstens 3 "Einheiten" für die volle Konferenzdauer gerechnet werden kann.

Für die zweite Session im Herbst fiel H. Buchmann aus (anderweitige Verpflichtungen in London), und das BLW meldete nur noch einen Vertreter an, der dann aber überhaupt nie nach Genf kam. HH. Besson und Stünzi lösten sich für ein paar Tage ab, während der ganzen Dauer war ich aber praktisch allein (während 14 von 15 Konferenztagen in Genf).

4. An Rohstoffkonferenzen finden in der Regel zwei Sitzungen zur gleichen Zeit statt. Es wird in diversen Komitees und Arbeitsgruppen verhandelt.



H. Hofer

Kopie an:

Delegation, Genf

Rb, Sa, G, Fe, HH

Sa/ho

27. März 1984

Notiz an Herrn K r e u z e rVertretung der Schweiz an internationalen Konferenzen

Wie Sie aus der Beilage ersehen, war die schweizerische Delegation an der UNCTAD VI erheblich kleiner als jene vertretbarer Länder. Dabei ist noch zu berücksichtigen, dass ein Mitglied der Delegation eine offizielle Funktion einnahm (Koordinator der Gruppe B für Rohstoffe) und deshalb für die schweizerische Delegation praktisch nicht zur Verfügung stand.

Die Delegation konnte nicht immer alle Komitees, Arbeits- und Verhandlungsgruppen verfolgen. Dazu kommt, dass die Delegation während vier Wochen sehr lange Arbeitszeiten aufwies, teilweise samstags und sonntags.

DIENST FUER ENTWICKLUNGSFRAGEN



Dr. P. Saladin

Teilnahme der Schweiz an internationalen Konferenzen und  
Tagungen während der ersten sechs Monate des Jahres 1983

---

Ihre Kommission hat ein Dossier mit allen Antworten der Generalsekretariate und der zuständigen Bundesämter erhalten, auf welches Sie sich gegebenenfalls beziehen können. Die Untersuchung hat vor allem gezeigt, dass die Anzahl der Schweizer Vertreter in den allermeisten Fällen geringer war als jene vergleichbarer Staaten (Oesterreich, Schweden, Finnland, Belgien, Niederlande, Norwegen). Dies gilt sowohl für Konferenzen mit Vollmachtsträgern, für die der Bundesrat die Delegation ernennt, als auch für die anderen Treffen internationaler Organisationen. In einigen Ausnahmefällen liegt die schweizerische Vertretung leicht über derjenigen der oben erwähnten Staaten. Dies erklärt sich durch die speziellen Interessen oder Aufträge, die unser Land zu verteidigen oder zu erfüllen hatte, oder durch die Komplexität der Materie und die Aufgabenverteilung innerhalb der Bundesverwaltung.

Was die Untersuchung anbelangt, so gilt es im übrigen, sich folgende Punkte vor Augen zu halten:

- Jeder Vergleich muss im Lichte der speziellen Interessen jedes Staates beurteilt werden, dessen Prioritäten von denen eines anderen Landes abweichen können.
- Die Entsendung mehrerer Vertreter rührt oftmals vom interdisziplinären Charakter der Tagungen und von der Notwendigkeit her, Fachleute der verschiedenen betroffenen Bundesämter abzuordnen.

- 2 -

- Im allgemeinen scheint es wegen der technischen Natur der Arbeiten vorteilhaft zu sein, einen Experten der Zentrale statt einen Generalisten einer diplomatischen Mission zu berufen. Im übrigen verfügen unsere Diplomaten an Aussenposten infolge ihrer ständigen Aufgaben nicht über die notwendige Zeit, um ununterbrochen an einer Konferenz teilzunehmen. Der vom Parlament verfügte Personalstopp verschärft das Problem wesentlich. Diese Aussage fällt für die multilateralen Posten weniger ins Gewicht.
  
- Jede Kontrolle setzt ein Vertrauensverhältnis mit den Direktionen der Bundesämter voraus, die am besten die Wichtigkeit einer Konferenz beurteilen können. Es sei im übrigen festgehalten, dass eine Kontrolle nach jeder Tagung über einen mündlichen oder schriftlichen Bericht des Delegierten an diejenige Instanz, die ihn ernannt und die Instruktionen erteilt hat, ausgeübt wird.



Participation de la Suisse à des conférences et réunions  
internationales durant les 6 premiers mois de l'année 1983

---

Votre Commission a reçu un dossier contenant toutes les réponses des secrétariats généraux et offices concernés. Cas échéant, vous voudrez bien vous y référer. Il ressort de l'enquête notamment que le nombre des représentants suisses est dans la très grande majorité des cas inférieur à celui d'autres Etats comparables (Autriche, Suède, Finlande, Belgique, Pays-Bas, Norvège). Ceci vaut aussi bien pour les conférences de plénipotentiaires où le Conseil fédéral envoie une délégation que pour les autres réunions d'organisations internationales. Dans quelques cas exceptionnels, la participation de la Suisse est légèrement supérieure à celle de l'un ou l'autre des Etats susmentionnés. Cela s'explique par les intérêts ou les mandats particuliers que notre pays devait défendre ou assumer, ou par la complexité de la matière et la répartition des tâches au sein de l'administration fédérale.

A propos de cette enquête, il convient en outre d'avoir à l'esprit les points suivants:

- toute comparaison doit être appréciée en fonction des intérêts propres de chaque Etat, dont les priorités peuvent varier;
- l'envoi de plusieurs représentants résulte souvent du caractère interdisciplinaire des réunions et de la nécessité d'y envoyer des spécialistes des différents Offices directement concernés;

- 2 -

- il apparaît, de façon générale, qu'étant donné la technicité des travaux, il est préférable de faire appel à un expert de la centrale plutôt qu'à un généraliste d'une mission diplomatique. En outre, nos diplomates en poste à l'étranger ne disposent pas du temps nécessaire - vu leurs fonctions habituelles - pour participer en permanence à une conférence. Les mesures de limitation du personnel décidées par le Parlement rendent ce problème d'autant plus aigu. Cette remarque vaut dans une moindre mesure pour les postes multilatéraux;
  
- tout contrôle présuppose une relation de confiance avec la direction des Offices, qui sont les meilleurs juges de l'importance d'une conférence. Relevons qu'un contrôle s'exerce, après chaque réunion, par le moyen d'un rapport écrit ou oral du délégué à l'instance qui l'a nommé et lui à donné des instructions.



# DER SCHWEIZERISCHE BUNDES RAT

an die

Geschäftsprüfungskommission des Nationalrates

Vertretung der Schweiz an internationalen Konferenzen

Sehr geehrter Herr Präsident,

Sehr geehrte Dame, sehr geehrte Herren,

Wir beehren uns, Ihr Schreiben vom 27. Mai 1983 in randvermerkter Angelegenheit wie folgt zu beantworten.

Die Frage der Vertretung der Schweiz an internationalen Konferenzen und Versammlungen stand in Ihrer Kommission in den letzten Jahren schon wiederholt zur Diskussion. In Ihrem erwähnten Schreiben drückten Sie den Wunsch aus, über die Zusammensetzung der Schweizer Delegationen im Verhältnis zu den Abordnungen vergleichbarer Staaten in den ersten sechs Monaten des Jahres 1983 informiert zu werden. Im weiteren stellten Sie die Frage nach der Koordination und der Aufsicht bei Delegationsernennungen.

1 Folgende Fälle müssen dabei unterschieden werden:

- a) Die Schweiz wird durch eine Delegation vertreten, die sich aus Bevollmächtigten zusammensetzt, welche formelle Vollmachten besitzen, die sie dazu berechtigen, Verpflichtungen einzugehen, wie z.B. ein internationales Uebereinkommen zu unterzeichnen, über ein Budget abzustimmen oder an einer Wahl teilzunehmen. In diesem Fall werden die Delegationen vom Bundesrat ernannt, von dem sie auch die Instruktionen erhalten. Vor der Beschlussfassung im Bundesrat werden die Vorschläge über die Ernennungen von Delegationen dem EDA und

dem EFD unterbreitet, zunächst in einem Konsultationsverfahren auf Aemterebene, dann im Mitberichtsverfahren auf Departementebene. Dieses verwaltungsinterne Koordinationsverfahren ermöglicht es dem Bundesrat, die Ernennung von Delegationen aus einer Gesamtschau heraus und nach den gleichen Grundsätzen vorzunehmen, ungeachtet dessen, bei welchem Departement materiell die Federführung für das betreffende Geschäft liegt. Zudem werden auch die Eidgenössische Finanzkontrolle und die Finanzdelegation automatisch informiert, da sie direkt einen Protokollauszug der Beschlüsse des Bundesrates erhalten.

Die Delegationen sind bereits heute sowohl aus finanziellen Gründen als auch wegen des Personalmangels auf ein absolutes Minimum beschränkt. Sie entsprechen manchmal nicht einmal dem, was wünschbar wäre, um die Verteidigung unserer Interessen und eine gewisse Wirkung unserer Anwesenheit zu gewährleisten.

- b) Anders liegt der Fall bei der Vertretung an Tagungen internationaler Organisationen, Sekretariaten, Komitees und anderen Organen der multilateralen Zusammenarbeit, denen die Schweiz als Mitglied oder Beobachter angehört und deren Arbeiten für unser Land von Interesse sind. Hier liegt es in der Kompetenz der sachlich zuständigen Departemente zu entscheiden, ob es angebracht sei, Vertreter von der Zentrale zu entsenden. Die Entscheidungsbefugnis wird teils vom Departement an die Aemter delegiert, teils durch die Generalsekretäre im Auftrag des Departementsvorstehers ausgeübt und teils von diesem selber wahrgenommen.

c) Erwähnt sei noch, dass seit einigen Jahren Reisen von Bundesräten und hohen Beamten ins Ausland der Bundeskanzlei gemeldet werden. Es handelt sich dabei um eine Massnahme, die aus Koordinationsgründen ergriffen wurde. Eine diesbezügliche Liste wird den Departementen alle zwei Monate zugestellt.

- 2 Zweierlei Sorgen beschäftigen den Bundesrat: Einerseits muss er feststellen, dass die Anzahl wichtiger internationaler Konferenzen und Versammlungen in den vergangenen Jahren beachtlich zugenommen hat und dass jene häufig sehr technischer Natur sind. Die multilateralen Konsultationen bilden ein immer notwendigeres Element der internationalen Verhandlungen; sie sind ein wesentlicher Bestandteil der Arbeit der internationalen Organisationen. Ein Staat, der seine Interessen wirksam verteidigen und seinen Standpunkt klar machen will, muss an diesen Versammlungen teilnehmen und durch kompetente und erfahrene Delegierte vertreten sein. Es gilt, sowohl materielle und konkrete Interessen zu wahren - speziell im wirtschaftlichen Bereich - als auch einen Beitrag an die internationale Zusammenarbeit in einer Welt zu leisten, die durch wachsende gegenseitige Abhängigkeit gekennzeichnet ist.

Andererseits ist der Bundesrat überzeugt, dass unter den gegebenen Umständen mehr denn je bei der Entsendung von Delegationen ins Ausland Mässigung und Disziplin bewiesen werden müssen. Seine immer noch gültigen Instruktionen vom 25. November 1952/9. September 1958 sind in einem Zirkularschreiben der Finanzverwaltung vom 28. April 1970 allen Generalsekretariaten in Erinnerung gerufen worden. Diese Instruktionen

betonen u.a. die Notwendigkeit, die Entsendung einer Delegation von Fall zu Fall zu prüfen, diese Delegationen auf ein Minimum zu beschränken und soweit wie möglich die diplomatischen Missionen für die Vertretung der Schweiz an internationalen Veranstaltungen beizuziehen.

### 3 Teilnahme der Schweiz an internationalen Konferenzen und Tagungen während der ersten sechs Monate des Jahres 1983

Das Sekretariat Ihrer Kommission hat ein Dossier mit allen Antworten der Generalsekretariate und der zuständigen Bundesämter erhalten, auf welches Sie sich gegebenenfalls beziehen können. Die Untersuchung hat vor allem gezeigt, dass die Anzahl der Schweizer Vertreter in den allermeisten Fällen geringer war als jene vergleichbarer Staaten (Oesterreich, Schweden, Finnland, Belgien, Niederlande, Norwegen). Dies gilt sowohl für Konferenzen mit Vollmachtsträgern, für die der Bundesrat die Delegation ernennt, als auch für die anderen Treffen internationaler Organisationen. In einigen Ausnahmefällen liegt die schweizerische Vertretung leicht über derjenigen der oben erwähnten Staaten. Dies erklärt sich durch die speziellen Interessen oder Aufträge, die unser Land zu verteidigen oder zu erfüllen hatte, oder durch die Komplexität der Materie und die Aufgabenverteilung innerhalb der Bundesverwaltung.

Was die Untersuchung anbelangt, so gilt es im übrigen, sich folgende Punkte vor Augen zu halten:

- Jeder Vergleich muss im Lichte der speziellen Interessen jedes Staates beurteilt werden, dessen Prioritäten von

- 5 -

denen eines anderen Landes abweichen können.

- Die Entsendung mehrerer Vertreter rührt oftmals vom interdisziplinären Charakter der Tagungen und von der Notwendigkeit her, Fachleute der verschiedenen betroffenen Bundesämter abzuordnen.
- Im allgemeinen scheint es wegen der technischen Natur der Arbeiten vorteilhaft zu sein, einen Experten der Zentrale statt einen Generalisten einer diplomatischen Mission zu berufen. Im übrigen verfügen unsere Diplomaten an Aussenposten infolge ihrer ständigen Aufgaben nicht über die notwendige Zeit, um ununterbrochen an einer Konferenz teilzunehmen. Der vom Parlament verfügte Personalstopp verschärft das Problem wesentlich. Diese Aussage fällt für die multilateralen Posten weniger ins Gewicht.
- Jede Kontrolle setzt ein Vertrauensverhältnis mit den Direktionen der Bundesämter voraus, die am besten die Wichtigkeit einer Konferenz beurteilen können. Es sei im übrigen festgehalten, dass eine Kontrolle nach jeder Tagung über einen mündlichen oder schriftlichen Bericht des Delegierten an diejenige Instanz, die ihn ernannt und die Instruktionen erteilt hat, ausgeübt wird.

#### 4 Möglichkeiten zur Verbesserung der Kontrollmechanismen

Die Kontrolle könnte auf folgende zwei Arten verbessert werden:

- Erneuerung der Instruktionen des Bundesrates in diesem Bereich;
  - Ausbau der departementalen Meldesysteme betreffend die Entsendung von Beamten an internationale Tagungen.
- a) Die neuen Instruktionen, die der Bundesrat allen Departementen zuzustellen beabsichtigt und von denen er sich selber bei der Ernennung von Delegationen leiten lässt, sollten insbesondere folgende Punkte in Erinnerung rufen:
- Notwendigkeit, die Entsendung von Vertretern auf ein absolutes Minimum zu beschränken.
- In denjenigen Fällen, wo die Interessen der Schweiz nicht direkt betroffen werden, ist es nicht notwendig, Abgeordnete von der Zentrale zu entsenden. Gegebenenfalls können die diplomatischen Missionen die Vertretung unseres Landes wahrnehmen.
- Notwendigkeit, die Anzahl der Delegierten so gering als möglich zu halten.
- Dabei gilt es die Anzahl der gleichzeitig tagenden Komitees, die der Schweiz zufallenden speziellen Aufgaben (z.B. Vorsitz einer Kommission oder einer Arbeitsgruppe), das direkte Interesse der Schweiz an der Versammlung, die Dauer und gegebenenfalls den Ort der Tagung zu berücksichtigen.
- Notwendigkeit, bereits erfahrene Delegationen zu haben.
- Die Entsendung eines Delegierten sollte in der Regel nicht dessen Ausbildung bezwecken. Unsere Vertreter sollten sowohl in der Lage sein, die Arbeiten unabhängig zu



- 7 -

verfolgen, als auch einen Gesamtüberblick über die schweizerische Politik im gegebenen Bereich haben.

- Strengere Regelung der Entscheidungen, an Tagungen internationaler Organisationen teilzunehmen.

Wie dies bereits allgemein der Fall ist, muss die Entscheidung auf Direktionsebene des betroffenen Bundesamtes oder durch den Generalsekretär eines Departements getroffen werden. Die Direktion sollte aufgrund eines Antrages, der das beabsichtigte Ziel und gegebenenfalls die anderen schweizerischen Vertreter an der Tagung bezeichnet, ihre Meinung äussern.

- Notwendigkeit, die diplomatischen Missionen auf dem Laufenden zu halten.

Diese sollten imstande sein, soweit wie möglich in die Delegationen einbezogen zu werden, besonders bei Tagungen politischen Charakters.

- b) Ausbau der departementalen Meldesysteme betreffend die Entsendung von Beamten an internationale Tagungen.

Soweit es sich um Delegationen handelt, die der Bundesrat ernennt und die Gegenstand eines von der Bundeskanzlei, dem EDA und dem EFD im Mitberichtsverfahren geprüften Antrags sind, werden diese Angaben bereits heute zentralisiert.

Was die anderen, nicht näher spezifizierten Tagungen anbelangt, an denen die Bundesverwaltung vertreten ist, empfiehlt sich eine Verstärkung des bisherigen Systems der Aufsicht. Bereits

jetzt müssen wichtige Auslandsreisen von den Aemtern den Generalsekretären der Departemente gemeldet werden. In Zukunft sollten alle Generalsekretäre über ein entsprechendes Formular in jedem Fall von der Entsendung von Vertretern ihres Departements an internationale Tagungen vorgängig Kenntnis erhalten. Dieses Vorgehen wird eine systematische Kontrolle unserer Vertretung an internationalen Zusammenkünften durch die Departemente möglich machen. Dem Generalsekretär des betroffenen Departements wird es dadurch auch leichter fallen, gegebenenfalls einen ausführlichen Bericht des zuständigen Bundesamtes zur Rechtfertigung der Entsendung eines oder mehrerer Beamten zu verlangen.

Eine darüber hinausgehende Zentralisierung der Informationen hingegen würde wenig Nutzeffekt erbringen. Sie hätte aber einen bedeutenden administrativen Mehraufwand zur Folge, was dem Postulat der Geschäftsprüfungskommission auf Vereinfachung der Verwaltungsabläufe widersprechen würde. Eine weitergehende Aufsicht über die Aemter und Departemente ist auch deswegen nicht nötig, weil die gesamte Bundesverwaltung der Budget- und Rechnungskontrolle des Parlaments unterliegt, welche auch die Ausgaben für Auslandsreisen erfasst.

## 5 Schlussfolgerungen

Die Untersuchung zeigt, dass die Vertretung der Schweiz an internationalen Konferenzen und Tagungen zahlenmässig nicht übertrieben ist, sondern im Gegenteil oftmals an den Grenzen

- 9 -

des für unser Land Notwendigen liegt, wenn es seine Interessen wirksam verteidigen und seine Präsenz auf internationaler Ebene behaupten will. Die Bundesämter prüfen schon heute genau, bevor sie einem Beamten die Erlaubnis erteilen, an einer Tagung im Ausland teilzunehmen. Dennoch glauben wir, dass ein Ausbau der departementalen Meldesysteme betreffend die Entsendung von Beamten an internationale Tagungen ermöglicht, die bereits ausgeübte Kontrolle über die Delegationen zu verstärken. Es würden damit keine bürokratischen Auswüchse geschaffen, die im Gegensatz zu den von Ihrer Kommission verfolgten Bemühungen stünden, die Arbeit der Verwaltung zu vereinfachen.

3003 Bern, den 11. April 1984 Im Namen des Schweizerischen Bundesrates

Der Bundespräsident:



Der Bundeskanzler:





# LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE

à la Commission de gestion du Conseil national

Représentation de la Suisse aux conférences internationales

---

Monsieur le Président,  
Madame et Messieurs,

Nous avons l'honneur de répondre comme suit à votre lettre du 27 mai 1983 concernant la question susmentionnée.

La question de la représentation de la Suisse à des conférences et des réunions internationales a fait l'objet, à plusieurs reprises ces dernières années, de discussions au sein de votre Commission. Dans votre lettre précitée, vous avez exprimé le désir de recevoir des éléments d'information sur la composition des délégations suisses par rapport à d'autres Etats comparables, et cela pour la première moitié de l'année 1983. Par ailleurs, vous avez demandé comment étaient assurés la coordination et le contrôle de la nomination des délégations.

1. Il convient de distinguer:

- a) le cas où la Suisse est représentée par une délégation composée de plénipotentiaires, munie de pouvoirs formels qui l'autorisent à prendre des engagements - par exemple, signer un accord international, voter un budget ou participer à une élection. Dans ce cas, c'est le Conseil fédéral qui nomme les délégations et leur donne des instructions. Avant qu'intervienne la décision au sein du Conseil fédéral, les propositions relatives aux nominations de délégations sont

soumises au DFAE et au DFF, d'abord dans le cadre d'une procédure de consultation au niveau des offices, puis lors d'un co-rapport à l'échelon des départements. Cette procédure interne de concertation permet au Conseil fédéral de procéder à la nomination de délégation dans une optique globale et en appliquant des principes uniformes, quel que soit le département compétent à raison de la matière dans le cas d'espèce. Par ailleurs, le Contrôle fédéral des finances et la Délégation des finances sont aussi automatiquement informés, puisqu'ils reçoivent directement un extrait du procès-verbal des décisions du Conseil fédéral.

Les délégations sont déjà maintenant réduites au strict minimum, à la fois pour des raisons financières et aussi par manque de personnel. Elles sont parfois même en deçà de ce qu'il serait souhaitable pour assurer la défense de nos intérêts et un certain rayonnement de notre présence.

- b) autre chose est la représentation dans les réunions d'organisations internationales, secrétariats, comités ou autres organes de concertation multilatérale dont la Suisse est membre ou observateur et dont les travaux sont susceptibles de l'intéresser. Dans ce cas, il appartient aux Départements fédéral compétent pour la substance de décider s'il convient d'envoyer des représentants de la centrale. Parfois le département délègue son pouvoir de décision aux offices; parfois ce pouvoir est exercé par le Secrétaire général sur mandat du chef du Département, parfois encore, ce dernier se réserve le droit de prendre la décision.
- c) il convient de signaler également que depuis quelques années, les déplacements à l'étranger des Conseillers fédéraux et des hauts fonctionnaires sont communiqués à la Chancellerie fédérale. Il s'agit d'une mesure destinée à des fins de coordination. Une liste est distribuée tous les deux mois aux Départements.

2. La préoccupation du Conseil fédéral est de deux ordres. D'une part, il lui faut constater que le nombre et l'importance des conférences et réunions internationales ont pris une extension considérable au cours des années et souvent un caractère très technique. Les consultations multilatérales forment un élément de plus en plus nécessaire dans les négociations internationales et sont partie intégrante du travail des organisations internationales. L'Etat qui veut défendre efficacement ses intérêts et faire valoir son point de vue doit participer à ces réunions et y être représenté par des délégués compétents et expérimentés. Il lui faut à la fois sauvegarder ses intérêts - notamment dans le domaine économique - et contribuer à l'effort de coopération internationale dans un monde caractérisé par une interdépendance croissante.

D'autre part, le Conseil fédéral est persuadé, plus que jamais dans les circonstances actuelles, qu'il faut faire preuve de modération et de discipline lors de l'envoi de délégations à l'étranger. Ses instructions des 25 novembre 1952 / 9 septembre 1958 - qui sont toujours en vigueur et ont été rappelées à l'attention de tous les secrétariats généraux par une circulaire de l'administration fédérale des finances du 28 avril 1970 - soulignent entre autres que la nécessité d'envoyer une délégation doit être examinée de cas en cas, que les délégations doivent être réduites au minimum et que dans toute la mesure du possible nos représentations diplomatiques doivent être mises à contribution pour représenter la Suisse dans les enceintes internationales.

3. Participation de la Suisse à des conférences et réunions internationales durant les 6 premiers mois de l'année 1983

Le secrétariat de votre Commission a reçu un dossier contenant toutes les réponses des secrétariats généraux et offices con-

cernés. Cas échéant, vous voudrez bien vous y référer. Il ressort de l'enquête notamment que le nombre des représentants suisses est dans la très grande majorité des cas inférieur à celui d'autres Etats comparables (Autriche, Suède, Finlande, Belgique, Pays-Bas, Norvège). Ceci vaut aussi bien pour les conférences de plénipotentiaires où le Conseil fédéral envoie une délégation que pour les autres réunions d'organisations internationales. Dans quelques cas exceptionnels, la participation de la Suisse est légèrement supérieure à celle de l'un ou l'autre des Etats sus-mentionnés. Cela s'explique par les intérêts ou les mandats particuliers que notre pays devait défendre ou assumer, ou par la complexité de la matière et la répartition des tâches au sein de l'administration fédérale.

A propos de cette enquête, il convient en outre d'avoir à l'esprit les points suivants :

- toute comparaison doit être appréciée en fonction des intérêts propres de chaque Etat, dont les priorités peuvent varier;
- l'envoi de plusieurs représentants résulte souvent du caractère interdisciplinaire des réunions et de la nécessité d'y envoyer des spécialistes des différents Offices directement concernés;
- il apparaît, de façon générale, qu'étant donné la technicité des travaux, il est préférable de faire appel à un expert de la centrale plutôt qu'à un généraliste d'une mission diplomatique. En outre, nos diplomates en poste à l'étranger ne disposent pas du temps nécessaire - vu leurs fonctions habituelles - pour participer en permanence à une conférence. Les mesures de limitation du personnel

décidées par le Parlement rendent ce problème d'autant plus aigu. Cette remarque vaut dans une moindre mesure pour les postes multilatéraux;

- tout contrôle présuppose une relation de confiance avec la direction des Offices, qui sont les meilleurs juges de l'importance d'une conférence. Relevons qu'un contrôle s'exerce, après chaque réunion, par le moyen d'un rapport écrit ou oral du délégué à l'instance qui l'a nommé et lui a donné des instructions.

#### 4. Possibilités d'améliorer les mécanismes de contrôle

Le contrôle pourrait être amélioré de deux façons :

- mise à jour des instructions du Conseil fédéral dans ce domaine;
  - développement du système d'information interdépartemental concernant l'envoi de fonctionnaire à des réunions internationales.
- a) Les nouvelles instructions que le Conseil fédéral a l'intention d'adresser à tous les Départements - et dont il s'inspire lui-même pour les délégations qu'il nomme - rappelleront notamment les points suivants :

- Nécessité de limiter l'envoi de représentants au strict minimum

Dans les cas où les intérêts de la Suisse ne sont pas directement concernés, il n'est pas nécessaire d'envoyer des représentants de la centrale. Cas échéant, les missions diplomatiques peuvent assurer la présence de notre pays.

- Nécessité d'avoir des délégations aussi peu nombreuses que possible



Il convient, à cet égard, de considérer le nombre de comités qui siègent simultanément, les charges particulières qui incombent à la Suisse (par exemple, présidence d'une commission ou d'un groupe de travail), l'intérêt direct de la Suisse pour la réunion, la durée et, cas échéant, le lieu de celle-ci.

- Nécessité d'avoir des délégations déjà expérimentées

L'envoi de délégués ne devrait en principe pas avoir pour but de former un fonctionnaire. Nos représentants devraient être en mesure de suivre les travaux avec indépendance et avoir une vue d'ensemble de la politique suisse dans un secteur donné.

- Règle plus stricte en ce qui concerne la décision de participer à une réunion d'une organisation internationale

Comme cela est généralement déjà le cas, la décision doit être prise au niveau de la direction d'un office ou du Secrétariat général d'un Département. La direction devrait se prononcer sur la base d'une proposition précisant le but poursuivi et, cas échéant, quels sont les autres délégués suisses participants à la réunion.

- Nécessité de tenir au courant les missions diplomatiques

Celles-ci doivent être en mesure, autant que possible, d'être incluses dans les délégations, notamment lors de réunions de caractères politiques.

b) Développement du système d'informations intradépartemental concernant l'envoi de fonctionnaire à des réunions internationales

Les informations sont d'ores et déjà centralisées pour les délégations nommées par le Conseil fédéral, qui font l'objet d'une proposition que la Chancellerie fédérale, le DFAE et le DFF examinent lors de la procédure de co-rapport.

En ce qui concerne la participation de fonctionnaires fédéraux aux autres réunions, qui ne font pas l'objet d'une

procédure aussi détaillée il est souhaitable de renforcer le système de contrôle actuel. Aujourd'hui déjà les offices sont tenus d'annoncer aux Secrétaires généraux des départements les voyages à l'étranger, d'une certaine importance, entrepris par leurs fonctionnaires. A l'avenir, il conviendrait que tous les secrétaires généraux soient dans chaque cas informés à l'avance, - au moyen d'une formule idoine - de l'envoi de représentants de leur Département à des réunions internationales;

Ce système permettra aux départements d'exercer un contrôle systématique sur notre représentation aux réunions internationales. En outre, le Secrétaire général du Département concerné pourra ainsi plus facilement exiger, chaque fois qu'il l'estimera nécessaire, un rapport circonstancié de l'Office compétent pour justifier l'envoi d'un ou de plusieurs fonctionnaires.

En revanche, une centralisation plus poussée des informations n'aurait guère d'utilité. En outre, elle se traduirait par un notable surcroît de travail administratif, qui ne contribuerait pas à simplifier le déroulement de l'exécution des tâches, simplification pourtant souhaitée par la commission de gestion. Enfin, il est superflu d'instaurer un contrôle plus étendu des offices et des départements dans le domaine qui nous occupe, puisque l'ensemble de l'administration fédérale est soumise à la surveillance du Parlement sur les plans budgétaires et financiers, surveillance qui englobe donc aussi les dépenses consenties pour les voyages à l'étranger.

5. En conclusion, l'enquête montre que la représentation de la Suisse dans les conférences et les réunions internationales

n'est pas excessive, que bien au contraire, elle est souvent à la limite de ce qui est nécessaire pour la défense efficace de ses intérêts et permettre d'affirmer sa présence sur le plan international. Les Offices procèdent déjà à un examen sérieux avant d'autoriser un fonctionnaire à participer à une réunion à l'étranger. Nous estimons néanmoins qu'en développant le système d'informations intradépartemental concernant l'envoi de fonctionnaires à des réunions internationales, l'on pourra renforcer le contrôle qui s'exerce déjà sur les délégations, et ceci, sans verser dans les excès bureaucratiques, qui iraient à fins contraires des efforts de simplifications administratives poursuivis par votre Commission.

3003 Berne, le 11 avril 1984

Au nom du Conseil fédéral:

Le président de la Confédération,



Le chancelier de la Confédération,



EIDG. FINANZDEPARTEMENT

Bundesamt für Organisation

Geschäftsprüfung

März 1984

B e a n t w o r t u n g  
der Fragen der Geschäftsprüfungskommission  
des Nationalrates

---

(Fragen an das Eidg. Finanzdepartement)

Frage 6: Die Kommission wünscht eine kurze Auskunft über die Analyse der Koordinationsbüros der DEH und die Aufgabenteilung zwischen DEH-Zentrale und ihren Aussenposten, welche das BFO im vergangenen Jahr auszuwerten beabsichtigte.  
(8 deutsche und 6 französische Exemplare)

Antwort: In einem Schreiben der Direktion DEH vom Juni 1983 wurde das Mandat zur Evaluation der Koordinationsbüros durch das BFO - unter Mitwirkung einer Arbeitsgruppe bestehend aus Vertretern der DEH, des EDA und des BAWI - festgelegt. In der Zeit vom Juli - Oktober 1983 führte das BFO eine Situationsanalyse anhand von Interviews sowie der Auswertung von Unterlagen zum angesprochenen Problemkreis durch. Im November 1983 besuchte der mit der Aufgabe betraute Mitarbeiter des BFO vier diplomatische Vertretungen der Schweiz in Ostafrika und die ihnen zugeordneten Koordinationsbüros.

Bis Ende März 1984 wird ein schriftlicher Bericht über die gesamte Evaluation vorliegen. Dieser Bericht geht dann zur internen Besprechung an die DEH und wird voraussichtlich im Laufe des Monats Mai 1984 zur Verfügung stehen.

---

DEPARTEMENT FEDERAL DES FINANCES

Office fédéral de l'organisation

Commission de gestion

Mars 1984

R é p o n s e  
aux questions de la Commission de gestion  
du Conseil national

---

(Questions au Département des finances)

Question 6 : La commission souhaite une brève information sur les analyses prévues l'an dernier par l'OFO concernant les bureaux de coordination de la DDA et sur la répartition des tâches entre la centrale et ses services extérieurs.

Réponse : En juin 1983, la direction de la DDA a donné mandat à l'OFO d'analyser les bureaux de coordination en collaboration avec un groupe de travail composé de représentants de la DDA, du DFAE et de l'OFAEE. Entre juillet et octobre 1983, l'OFO a procédé à une analyse de la situation par des interviews et par l'étude de la documentation sur le domaine en cause. En novembre 1983, le collaborateur chargé de cette étude a visité quatre représentations diplomatiques en Afrique orientale ainsi que les bureaux de coordination qui leur sont subordonnés.

D'ici fin mars 1984, un rapport sur l'ensemble de l'expertise sera remis à la DDA pour étude interne. La version définitive de ce rapport sera vraisemblablement disponible dans le courant du mois de mai 1984.

---